

**PLAN D'ACTION MINISTERIEL POUR  
LE CONTROLE INTERNE  
COMPTABLE**

**2009/2010/2011**



Le plan d'action présenté dans ce document présente trois caractéristiques qui le distinguent des précédents :

- il est centré sur les programmes de l'enseignement scolaire : à la demande de la Cour, un plan d'action dédié a été élaboré pour l'enseignement supérieur et la recherche ;
- il est pluriannuel, couvrant 2009/2010 et 2011 conformément à la demande de la Cour ;
- il est marqué par la réorganisation profonde des processus, déjà engagée pour trois programmes (140, 141 et 230 gérés dans CHORUS depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009) et à réaliser pour les autres programmes (soutien et enseignement privé ) qui passent dans CHORUS le 1<sup>er</sup> janvier 2010.

## Sommaire

	Page
<b>Première partie : Bilan de la mise en œuvre du CIC en 2008/2009</b>	Page 3
-Sur le plan quantitatif	Page 4
-bilan global	
-bilan par processus	
-Sur le plan qualitatif	Page 18
-la démarche est de mieux en mieux intégrée à la vie des services	
-les fondements d'une démarche plus systématique et homogène ont été posés	
-Bilan de réalisation des actions inscrites ai PAM 2008/2009	Page 22
-Bilan de la mise en œuvre du CIC en EPLE	Page 24
<b>Deuxième partie : Les engagements du PAM 2009/2011</b>	Page 25
-Eléments pris en compte pour l'actualisation du PAM	Page 25
-la NEC 2008	
-les résultats du CHD 2008	
-Le PAM 2009/2011	Page 31
<b>ANNEXES</b>	
-annexe 1 : bilan par académie	Page 35
-annexe 2 : le CHD 2008 par rectorat	Page 62
-annexe 3 : Le Système d'information financière ministériel	Page 70

## Première partie : BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE

**La démarche continue à progresser ; la progression est moins rapide sur le plan quantitatif que lors des exercices précédents malgré un fort engagement des services qui ont opté pour un approfondissement des travaux déjà engagés.** Deux facteurs expliquent ce ralentissement :

-après une phase de montée en charge rapide, les académies ont dans l'ensemble préféré approfondir les démarches déjà engagées plutôt que d'élargir le périmètre ;

-la réforme en profondeur du système d'information associée à des réorganisations de la fonction financière a conduit les académies à reporter de nouvelles actions à une date ultérieure compte tenu du changement des acteurs à mobiliser et de l'évolution des risques à maîtriser : les nouveaux outils de gestion embarquent de nombreux contrôles et règles de CIC qui modifient le travail à réaliser pour assurer une maîtrise des risques optimale.

**Pour autant, le MEN a sensiblement progressé en 2009 en posant les fondements d'une démarche beaucoup plus systématique :** ce travail s'est réalisé parallèlement à l'implantation de nouveaux outils et un effort massif de formation a permis de rappeler les enjeux du CIC à l'ensemble des acteurs de la chaîne financière. Des fiches de procédure à caractère transversal (ex : la gestion de la TVA dans CHORUS, la création des tiers ...) ou spécifique (ex : prévenir les doubles paiements lors du changement d'outil) ont été mises en place en collaboration avec la DGFIP.

**De plus, les efforts ont porté sur des points non inscrits au PAM en 2008 mais liés au déploiement de nouveaux outils.** La recherche de qualité dans la reprise des données a ainsi mobilisé de nombreux acteurs et continue à le faire dans le cadre de la préparation de la V4 CHORUS (basculé de janvier 2010).

### Nombre de sites ayant déployé une action formalisée de CIC

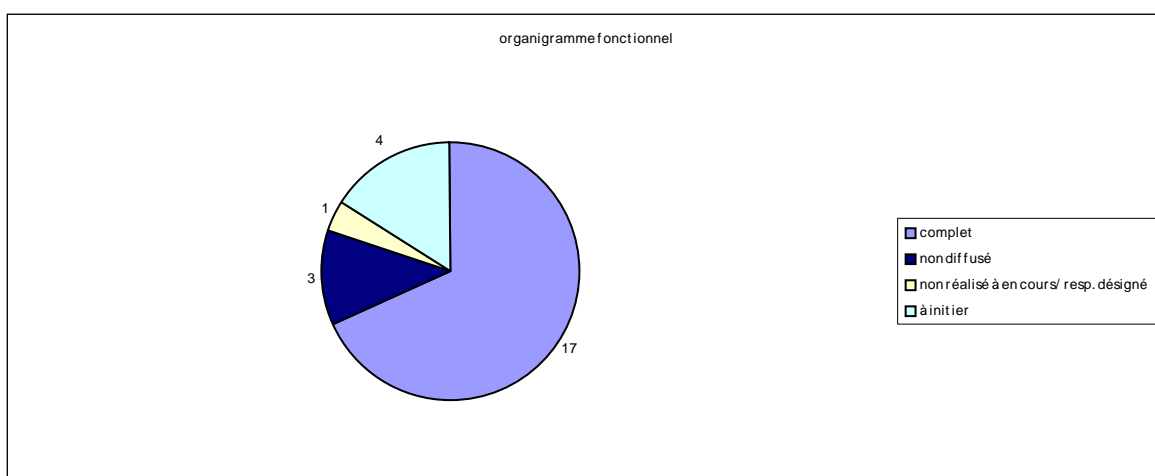
Processus	Juillet 2007	Juillet 2008	Juillet 2009
EPP	16	25	25
Bourses	0	21	23
Déplacements temporaires	19	28	31
AGAPE	0	18	32
AGORA	0	12	19
Changements de résidence	0	17	21
Actions sociale	0	9	7
Chômage	16	15	17
Examens et concours	7	11	12
Marchés	0	8	6
Recensement des immobilisations	5	5	6
Subventions	0	2	2
Forfait d'externat	0	5	12

## SUR LE PLAN QUANTITATIF

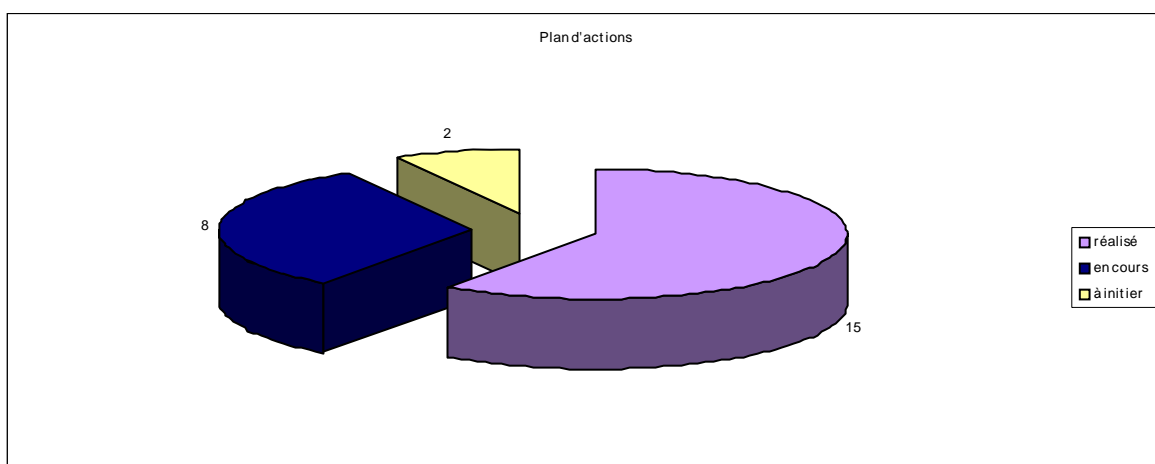
### Processus gestion des rémunérations dans EPP

Le nombre d'académies ayant déployé une démarche de contrôle interne est stable, soit 25. En métropole, seules les académies de Nancy et Nice n'ont pas privilégié cette démarche. La progression des travaux se traduit par des démarches plus complètes (progression du nombre des organigrammes et plans d'action finalisés) ainsi que par l'émergence de démarches d'adaptation/ actualisation continue.

L'organigramme fonctionnel :

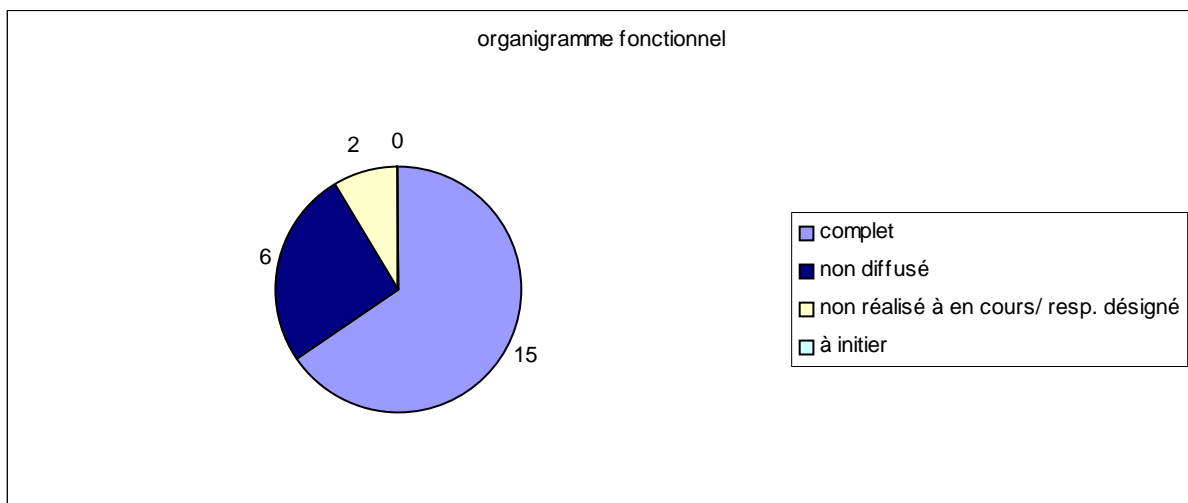
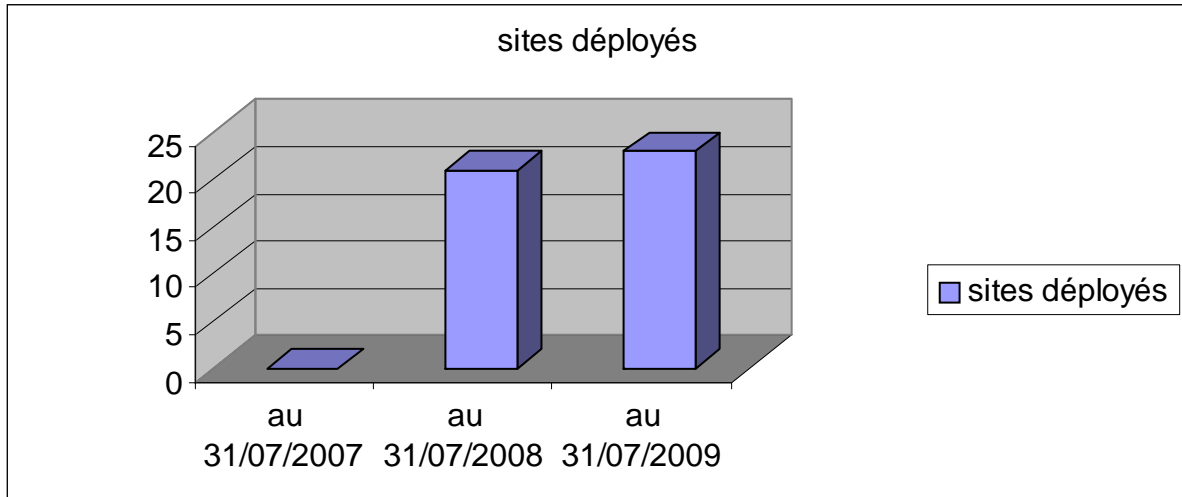


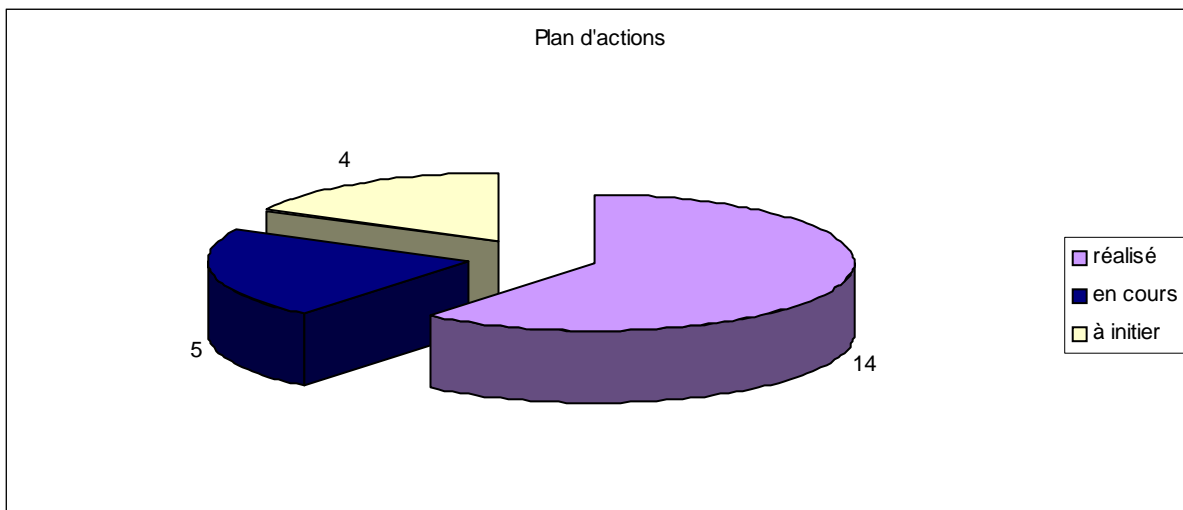
Le plan d'actions :



## La gestion des bourses

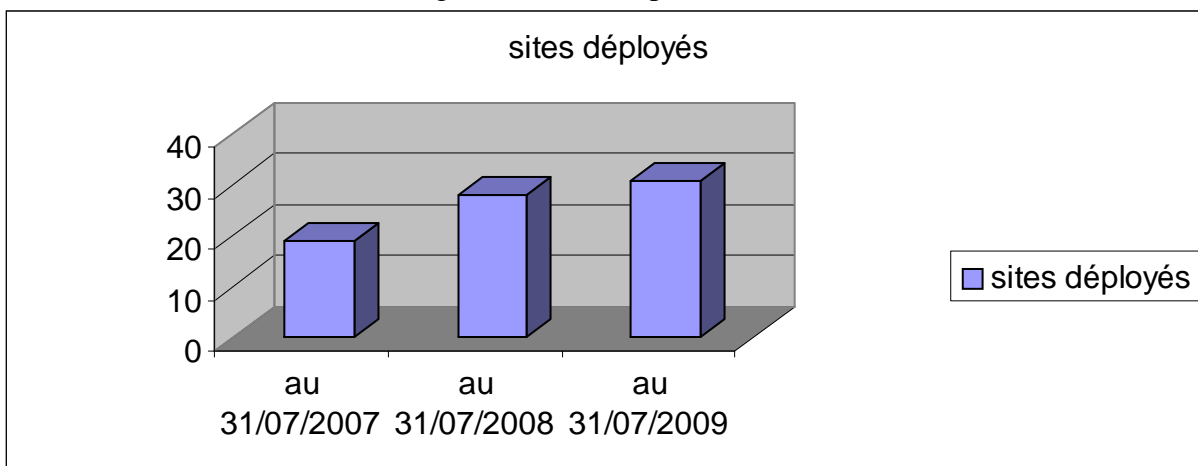
Ce processus, initialement traité en inspections académiques pour l'essentiel (sauf bourses de l'enseignement supérieur) a fait l'objet de peu d'initiatives nouvelles en 2008/2009, ce qui s'explique par les reorganisations mises en œuvre à l'occasion du déploiement de CHORUS. Depuis juillet 2009, dans la plupart des académies, le paiement des bourses se fait au rectorat sur la plate-forme financière. De nouvelles démarches de contrôle interne sont initiées (révision des organigrammes fonctionnels et mise en place de procédures adaptées), mais leur état d'avancement lors du bilan établi à fin juillet n'a pas permis de les comptabiliser.

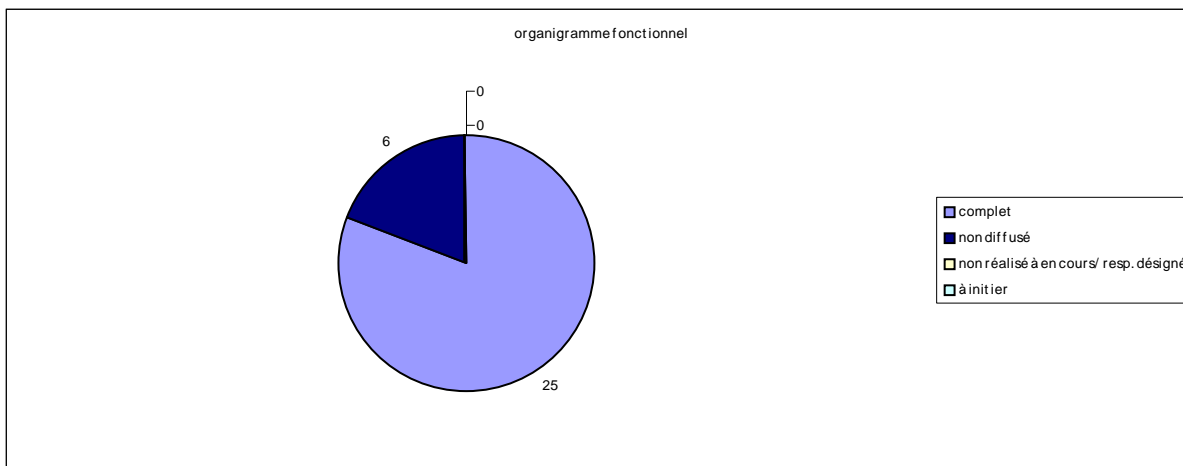




### Processus gestion des déplacements

La gestion des déplacements a fait dès 2007 l'objet de nombreuses démarches de contrôle interne dont beaucoup s'inscrivaient dans le cadre de conventions de contrôle partenarial avec les trésoreries générales. Dès lors que la quasi totalité des sites en rectorats et les principaux sites en IA sont couverts par une démarche de CIC, la progression est moins sensible. De plus, le déploiement annoncé de l'application DT (pour partie au 1<sup>er</sup> juillet 2009 et pour le reste en janvier 2010) encore peu connue des services, a conduit à reporter le lancement de nouvelles initiatives. Ce processus doit en revanche faire l'objet de manière prioritaire d'un nouveau référentiel national à rédiger au cours des prochains mois.

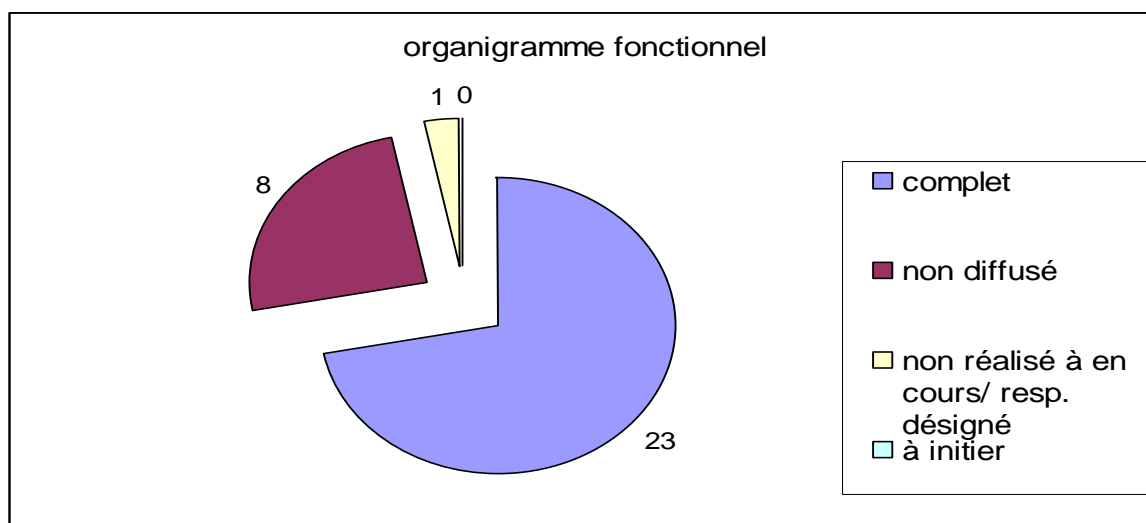
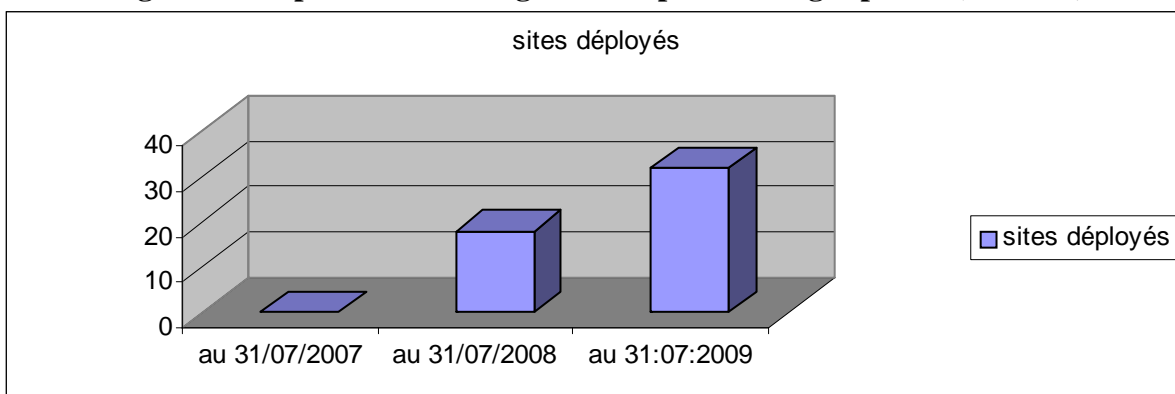


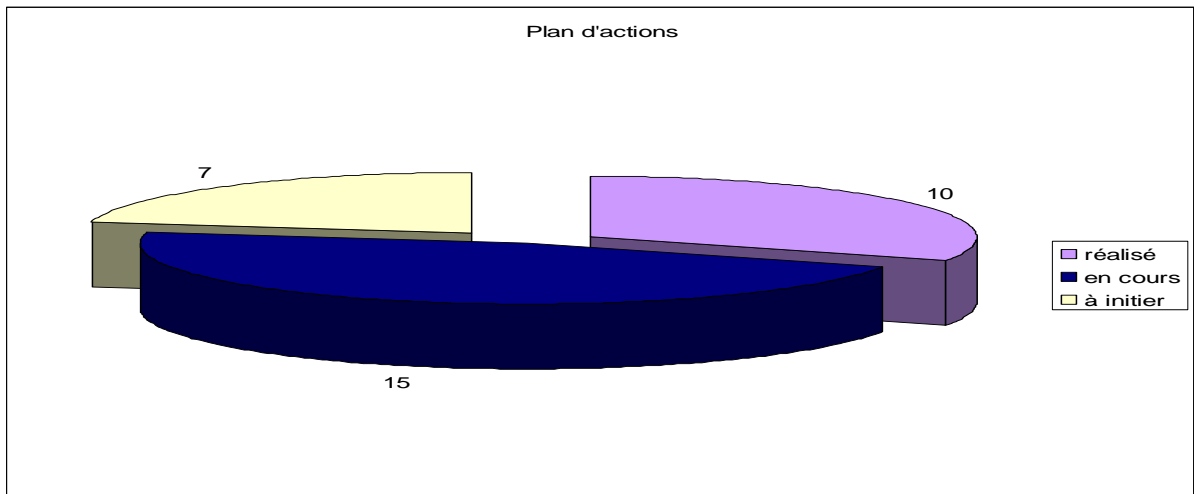


**Plan d'action :**

Toutes les académies avaient soit finalisé, soit engagé la réalisation et mise en œuvre d'un plan d'action au 31 juillet dernier. Ces plans d'action sont à revoir pour tenir compte de l'arrivée de la nouvelle application qui modifie totalement le mode opératoire.

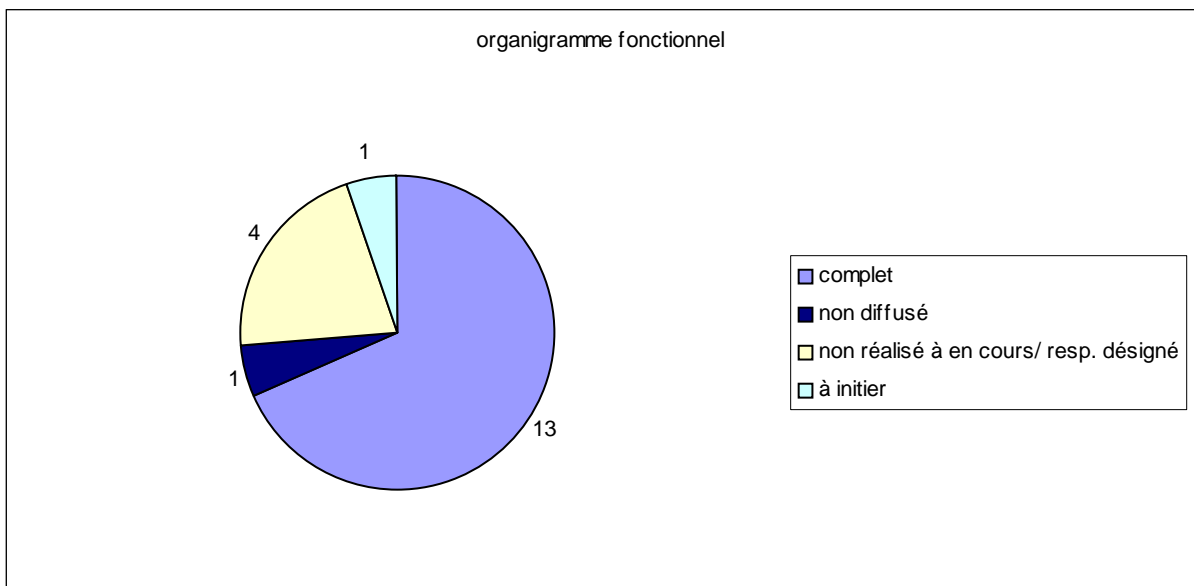
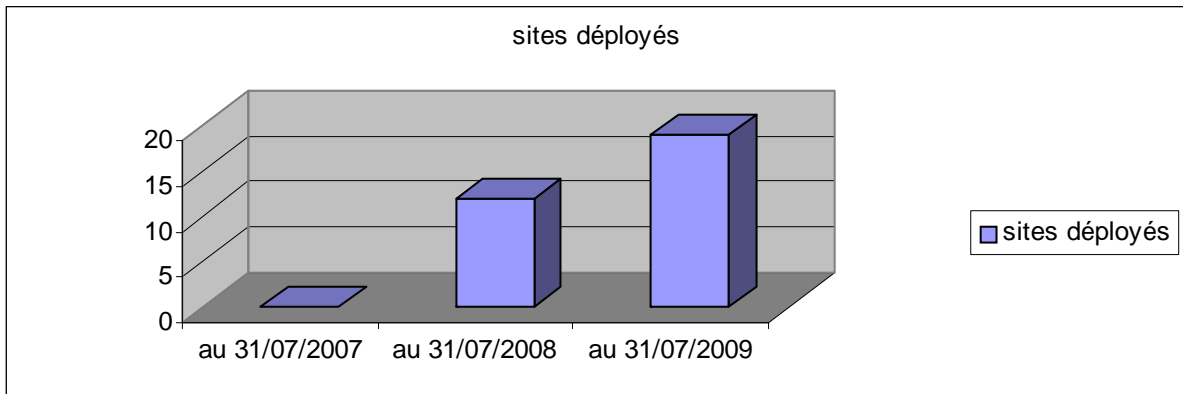
**Processus gestion des personnels enseignants du premier degré public (AGAPE)**



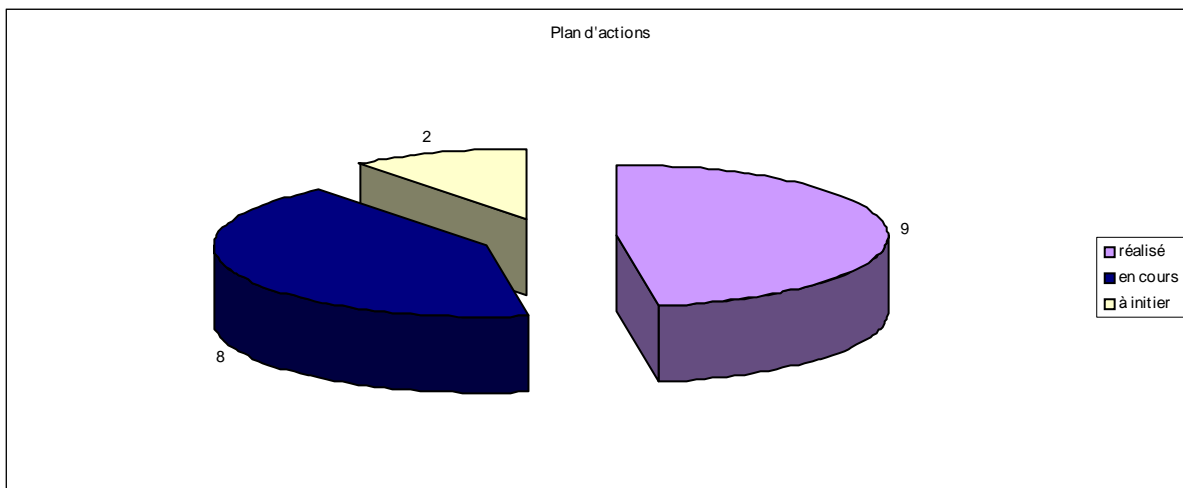


### Processus gestion des rémunérations dans AGORA

Peu concerné par les changements d'outils en 2009, ce processus a fait l'objet d'une progression significative.

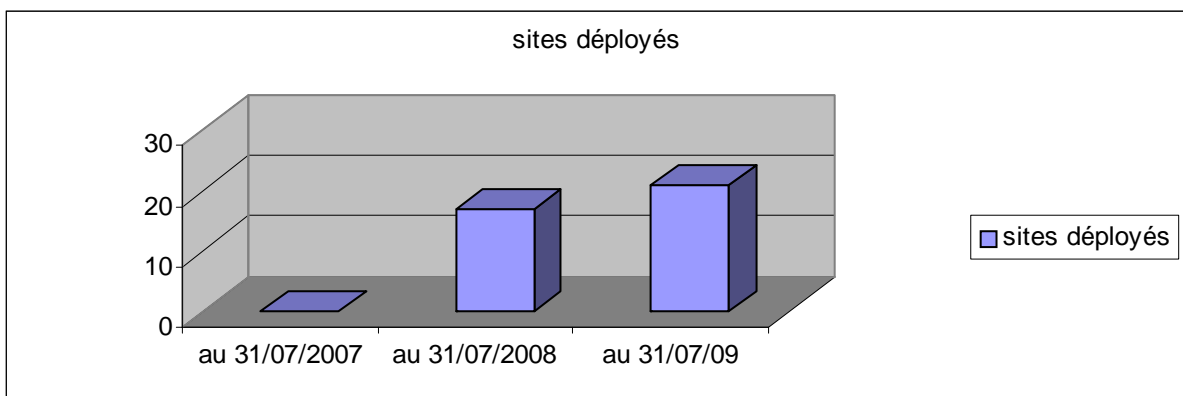


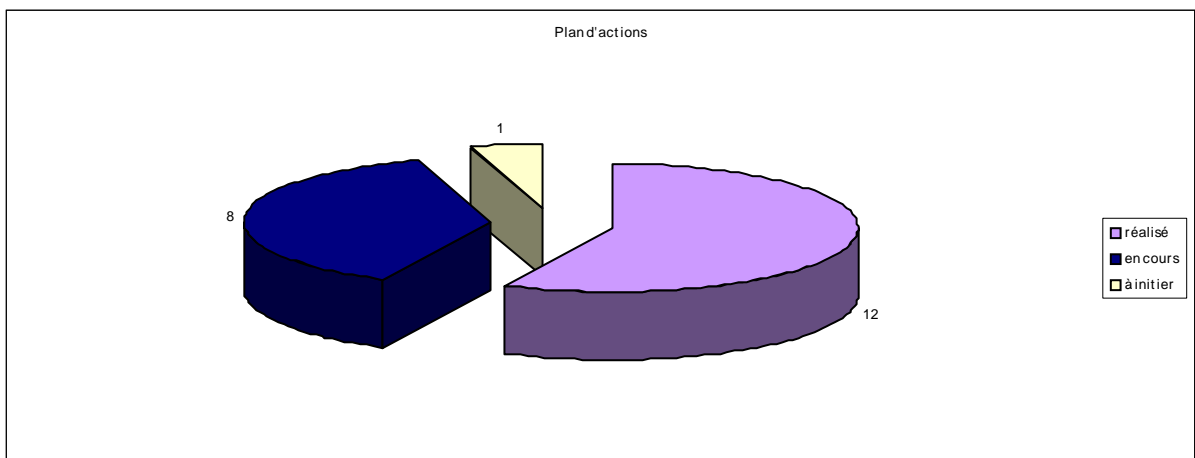
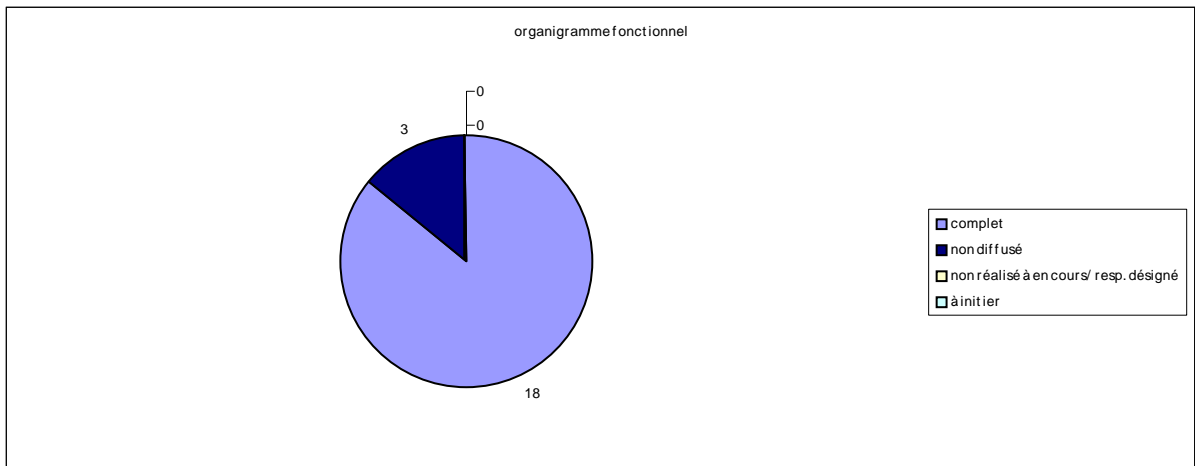




### Processus gestion des changements de résidence

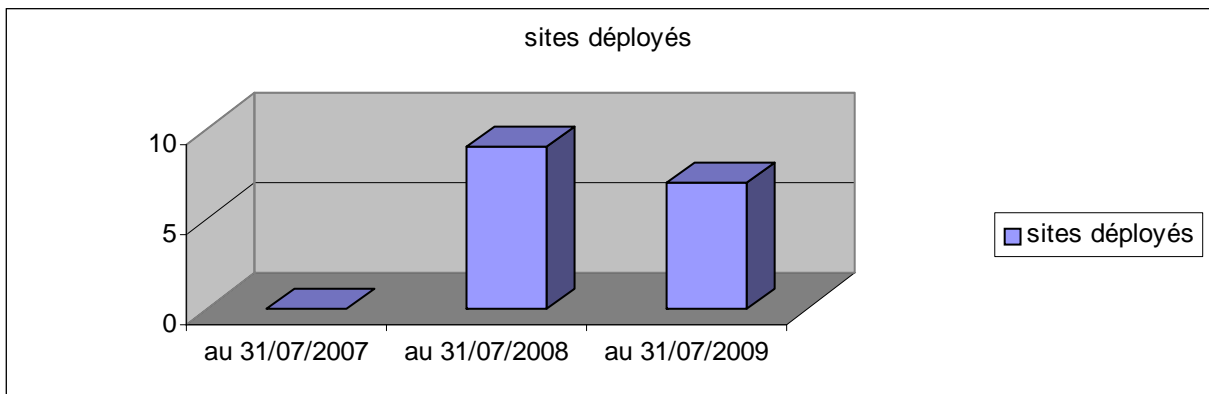
Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, la gestion des changements de résidence est réalisée dans CHORUS. Les calculs réalisés précédemment par Kheops n'existent pas dans CHORUS et il n'a pas été jugé pertinent de développer une application métier interfacée à CHORUS (nombre de dossiers limité, coût d'une interface, complexité des cas de figure rendant l'automatisation complète du calcul très complexe). Un nouveau référentiel sera à rédiger pour répondre à ce nouveau contexte. Dans l'attente de ce cadrage national, les démarches nouvelles sont rares.

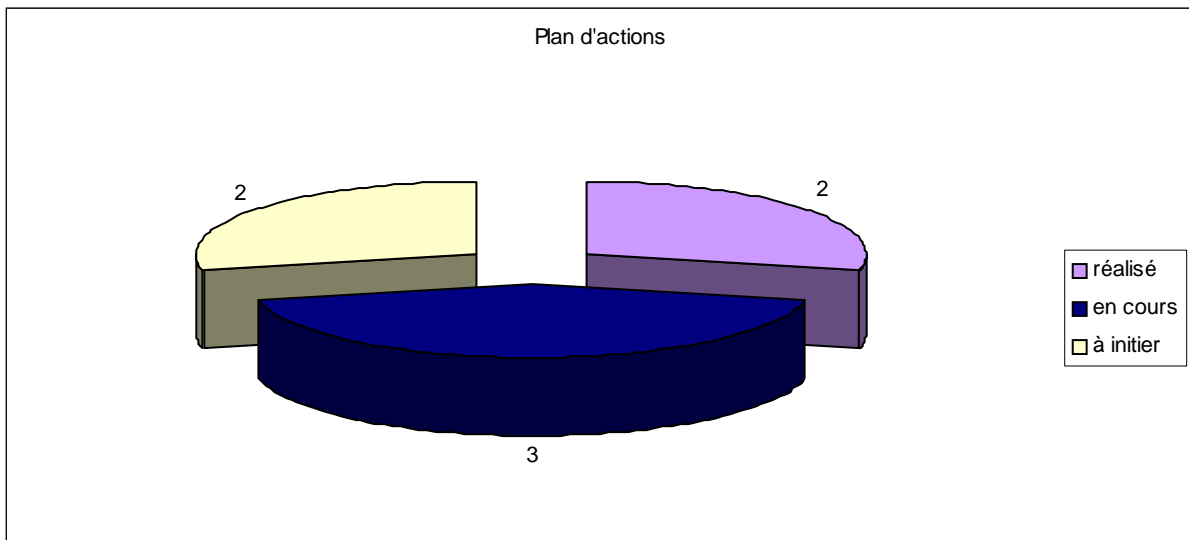
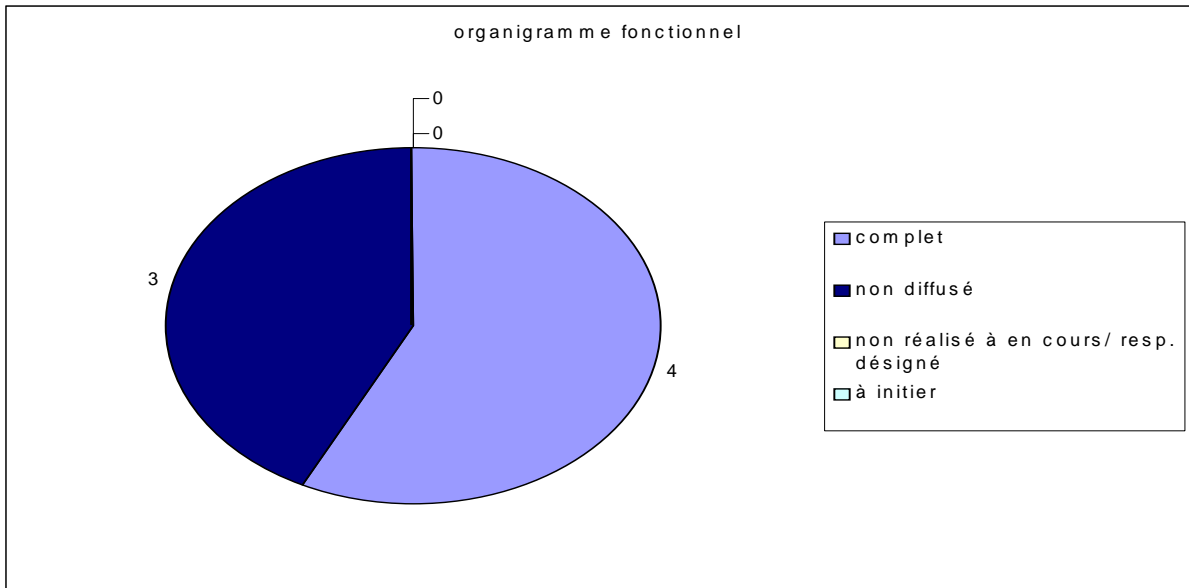




### Gestion de l'action sociale

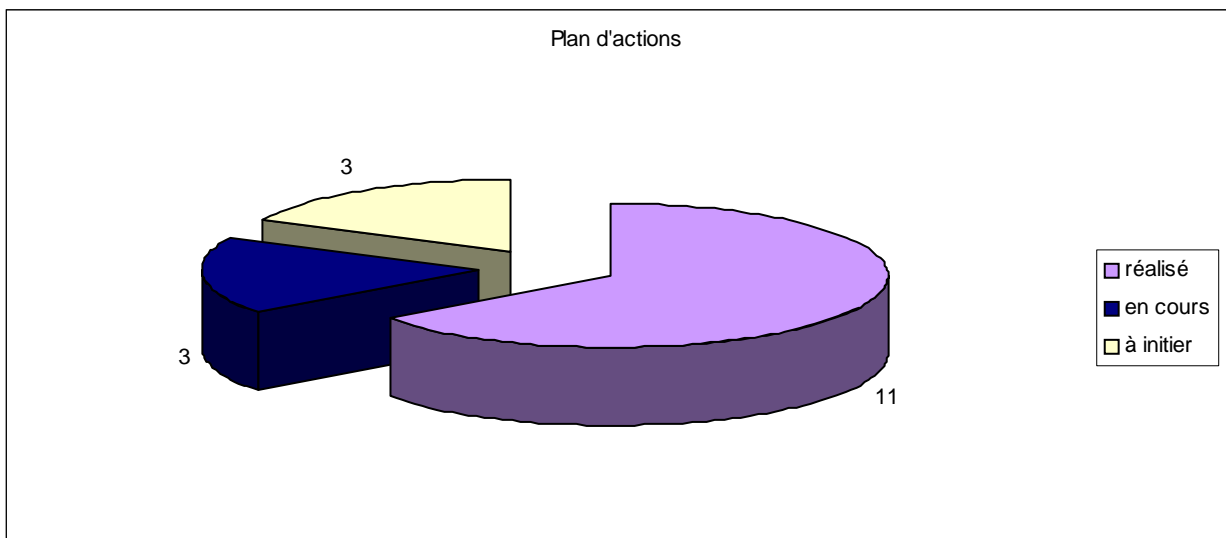
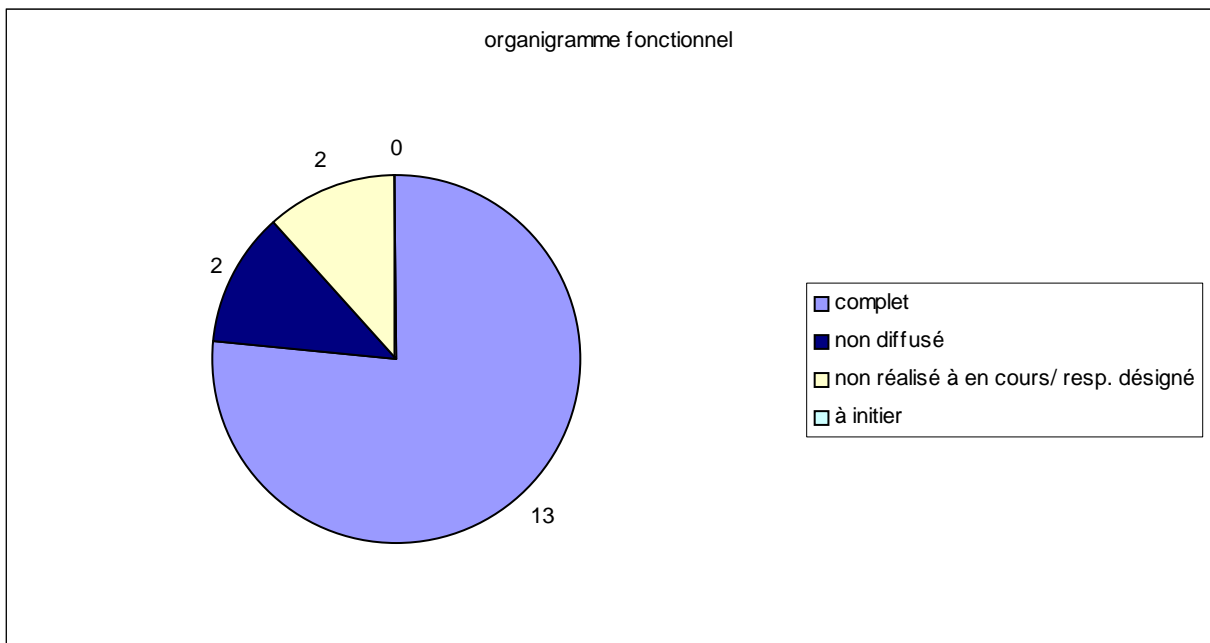
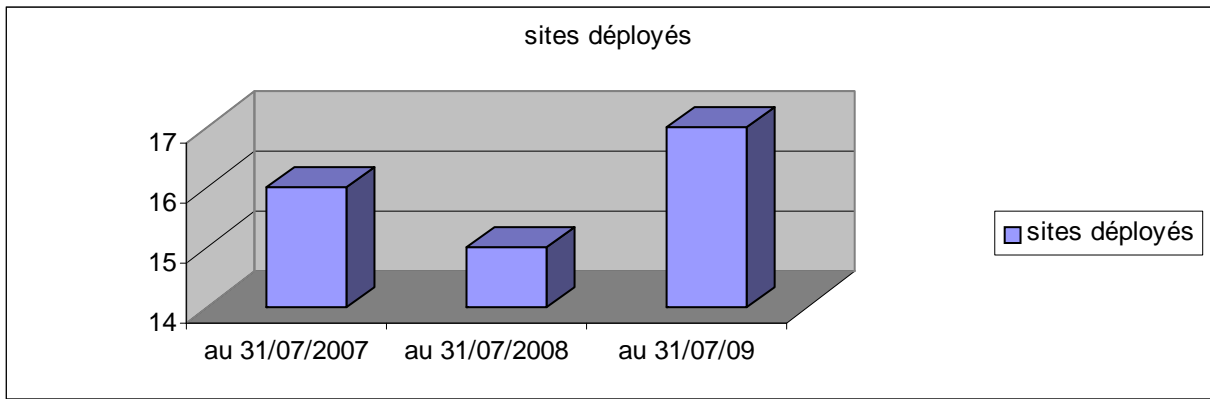
Une nouvelle application, SAXO sera déployée le 1<sup>er</sup> janvier prochain. Elle automatise et sécurise le processus en permettant une intégration de la chaîne métier et de la chaîne financière. Certains sites ont renoncé à des démarches déjà engagées dans l'attente de la mise en œuvre du nouvel outil et compte tenu du regroupement de la gestion sur des sites spécialisés.





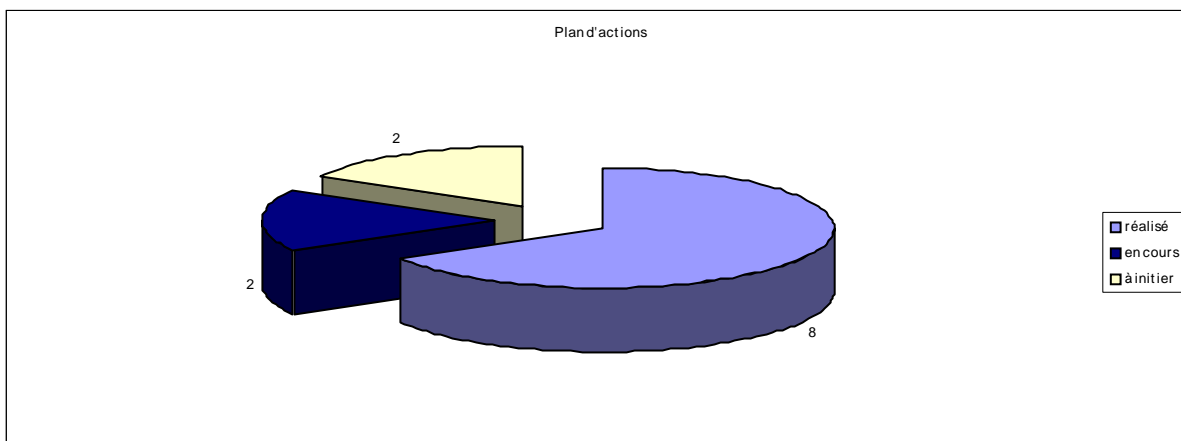
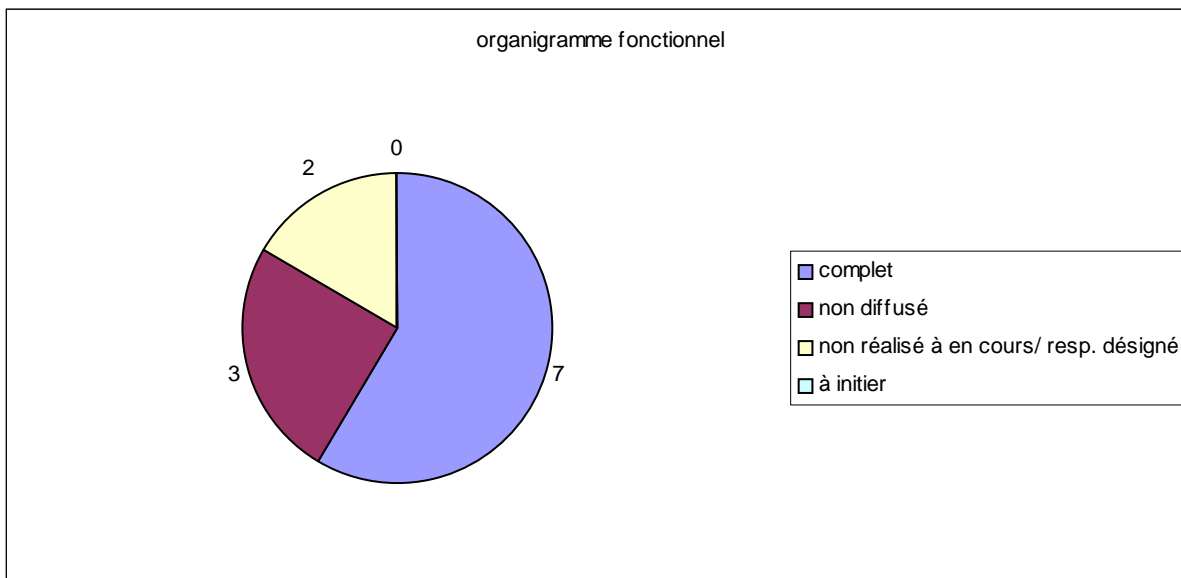
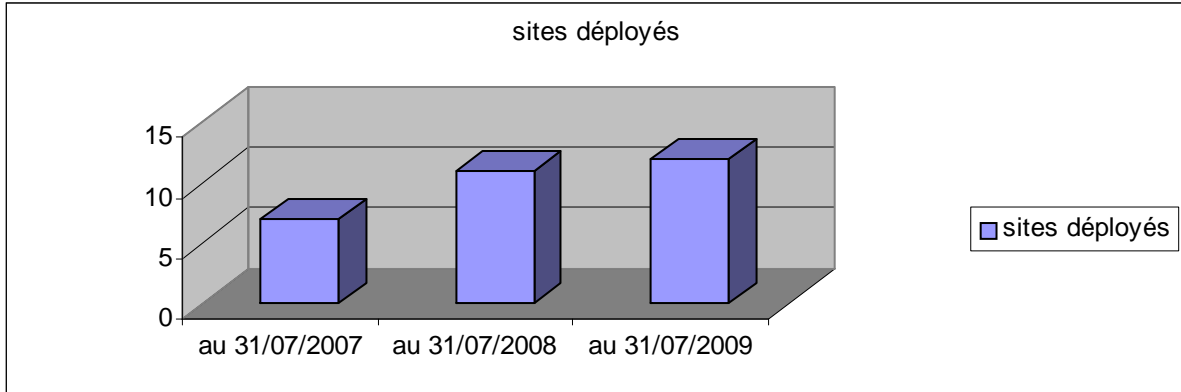
### Processus gestion du chômage

Un nouveau référentiel est en cours de diffusion suite à une révision de la cotation des risques rendue nécessaire par la mise en service d'un nouvel outil : GALPE. Le CIC sur ce processus sera relancé fin 2009 avec des actions d'accompagnement à la diffusion du nouveau référentiel. Dans l'attente de ce nouveau référentiel, peu d'actions très volontaristes ont été conduites en 2008/2009, d'où une progression ralentie du nombre des sites couverts par une démarche formalisée de CIC.



## Gestion des examens et concours

L'application Imag'in sera interfacée à DT en 2010 pour le paiement des déplacements et la passerelle Kephren qui permet d'automatiser le paiement des vacances en PSOP sera opérationnelle en janvier 2010. Le référentiel de CIC devra être revu pour tenir compte de ce nouveau contexte ; il conviendra alors de systématiser une série de contrôles permettant de maîtriser les nouveaux risques. Il est délicat de mobiliser les académies sur la base des outils et référentiels actuels, ce qui explique la faible progression constatée en 2009 :



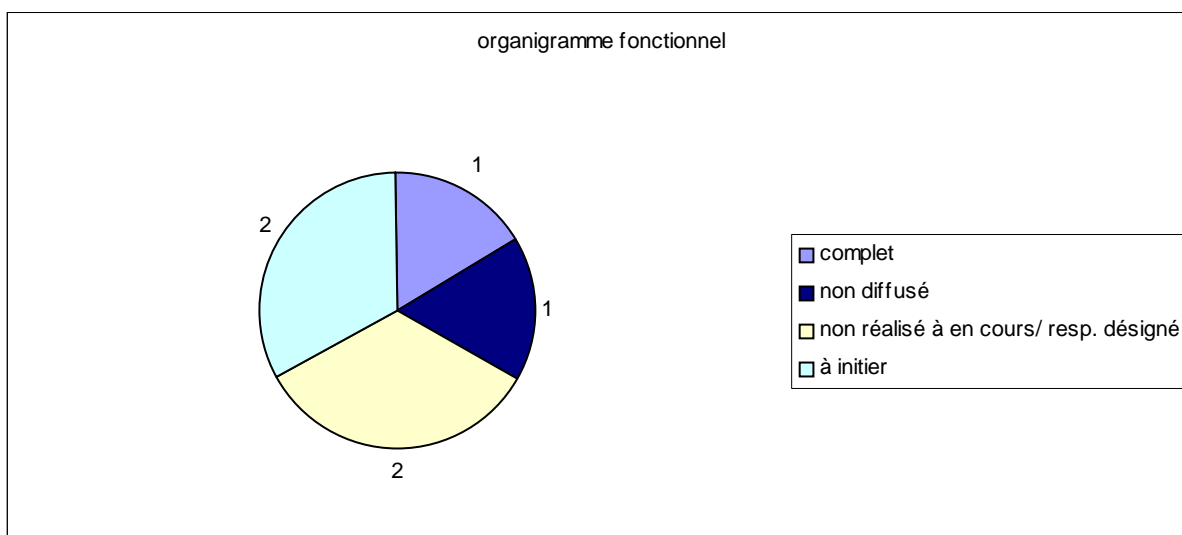
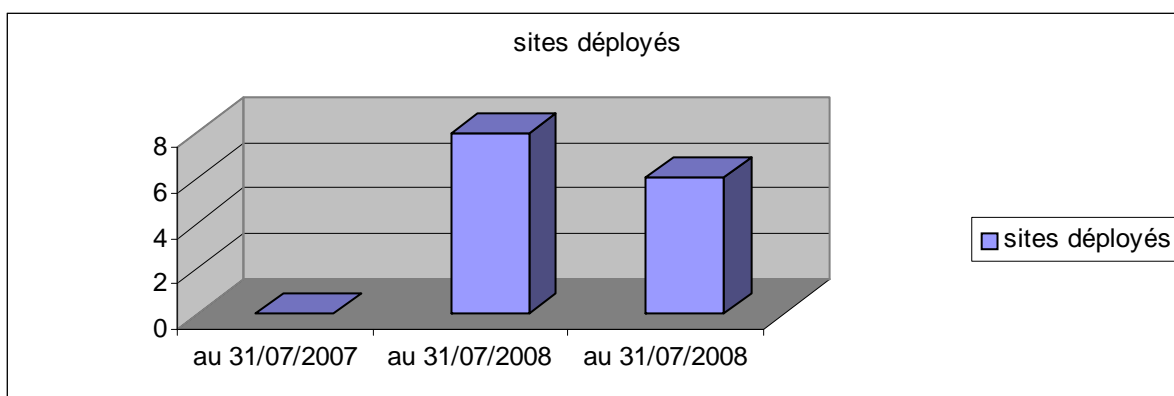
### Gestion des marchés

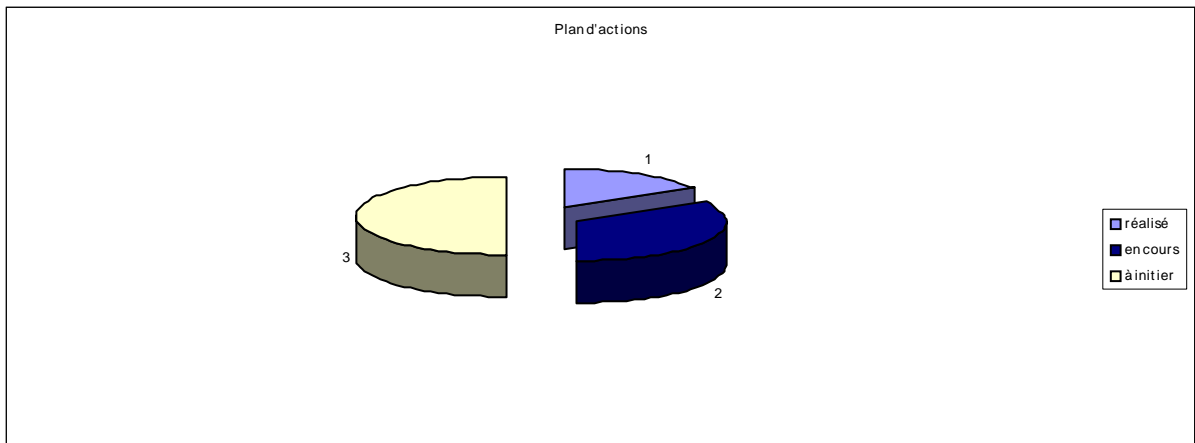
Alors que le contrôle hiérarchisé de la dépense met en évidence des risques importants sur ce processus, il fait peu l'objet de démarches identifiées comme relevant du contrôle interne. Des

actions ont néanmoins été engagées dans le domaine organisationnel (création de services des achats) ou en termes d'analyse des risques (les rectorats dont le taux de rejet était élevé ont été invités à se rapprocher des TG pour conduire une analyse fine des difficultés rencontrées). En janvier 2010, la mise en service de la fonctionnalité « demande d'achat » de CHORUS faisant intervenir un « approvisionneur » chargé d'examiner les besoins exprimés et d'identifier le support juridique adéquat contribuera à la maîtrise d'un risque essentiel lié aux conditions juridiques des achats. A l'occasion du déploiement de cette nouvelle fonctionnalité, le MEN conduira des actions visant à former les intervenants de la chaîne et à leur donner des outils de suivi des risques adaptés à leur nouveau contexte de travail.

Les analyses des académies relatives aux risques à mettre sous contrôle identifient principalement :

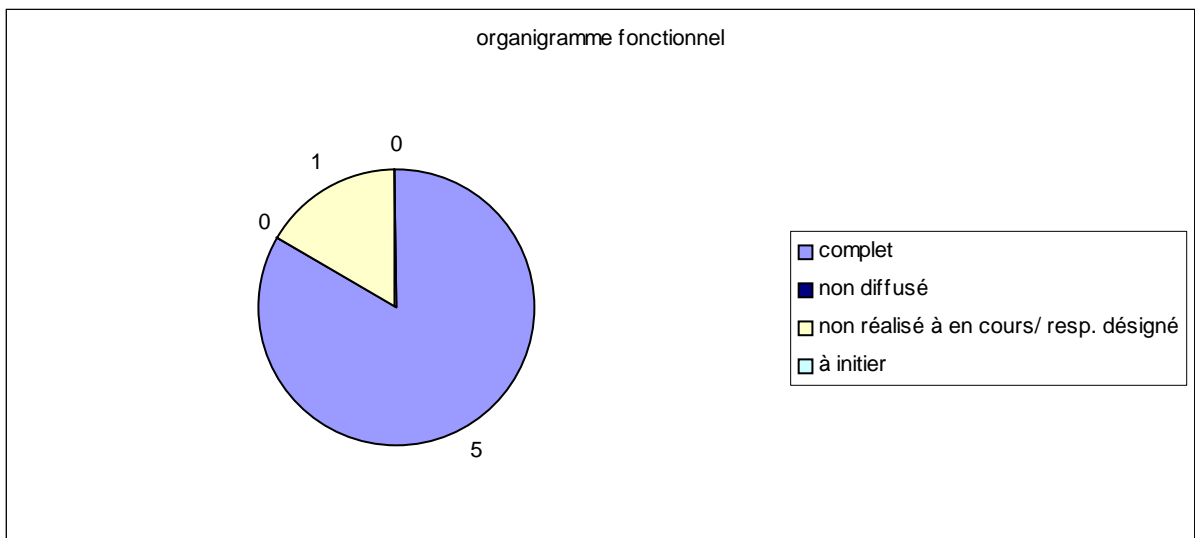
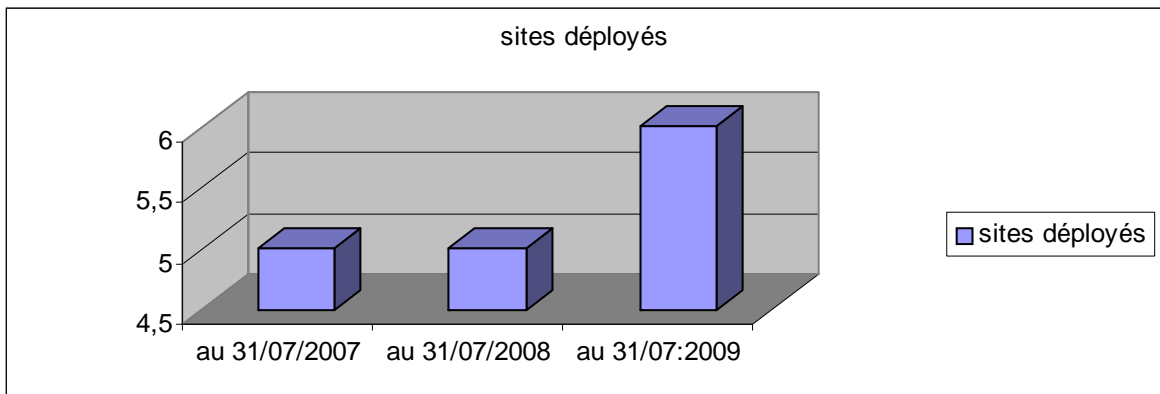
- bons de commande non joints au mandat ;
- erreur de compte PCE ;
- matériel non prévu au marché ;
- erreur de compte bancaire ;
- cas particulier des constructions universitaires : décomptes liés aux tranches de travaux.

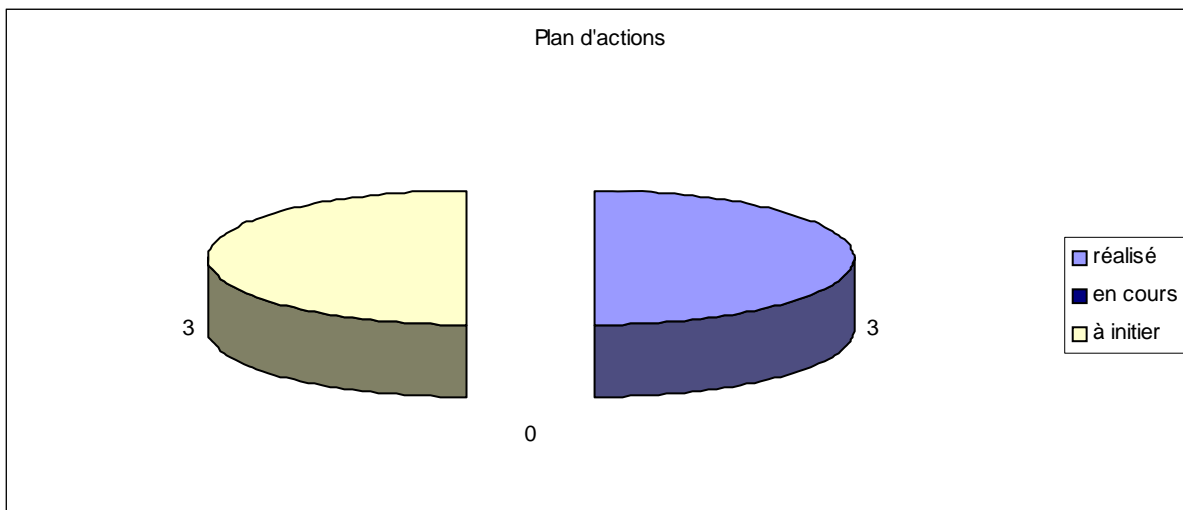




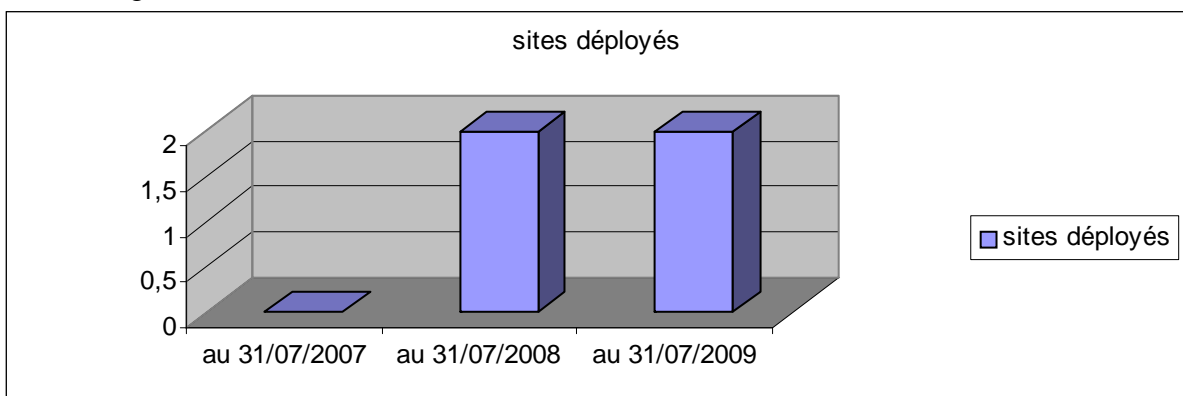
### Processus gestion du parc immobilier

La démarche est encore embryonnaire ; les contrôles en cours sur les données basculées depuis le STGPE dans RE FX n'ont pas été prises en compte dans le recensement réalisé en juillet. De telles démarches sont néanmoins en cours dans l'ensemble des académies en application du plan national de fiabilisation (kit des travaux post-bascule).



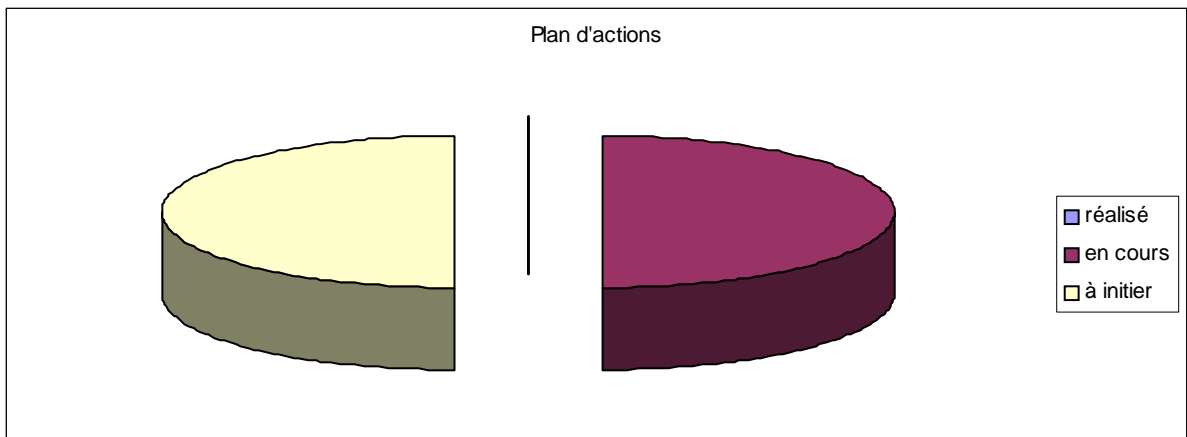
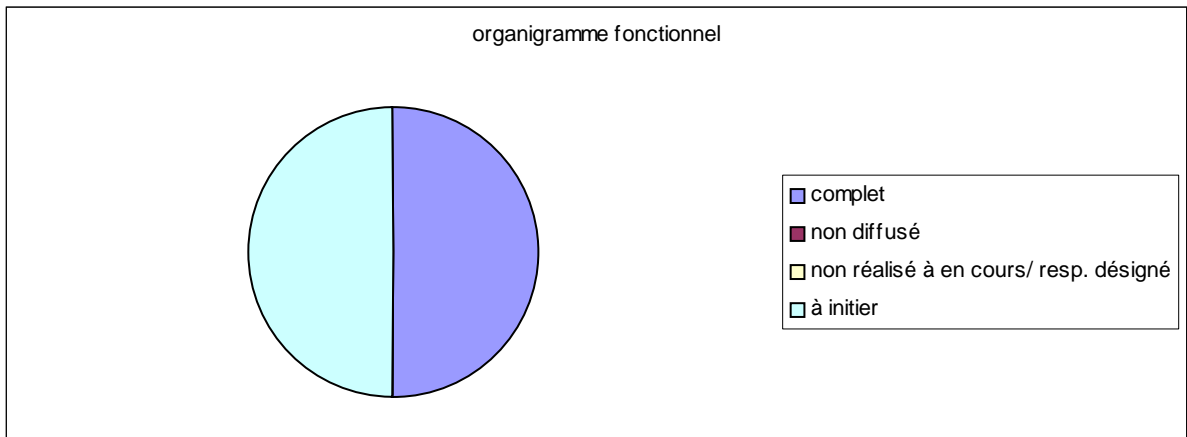


### Processus gestion des subventions



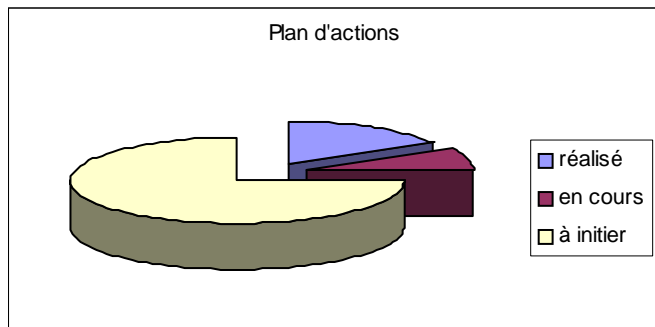
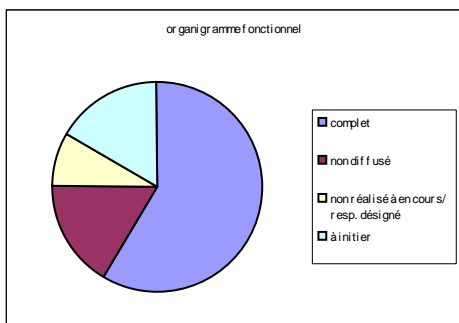
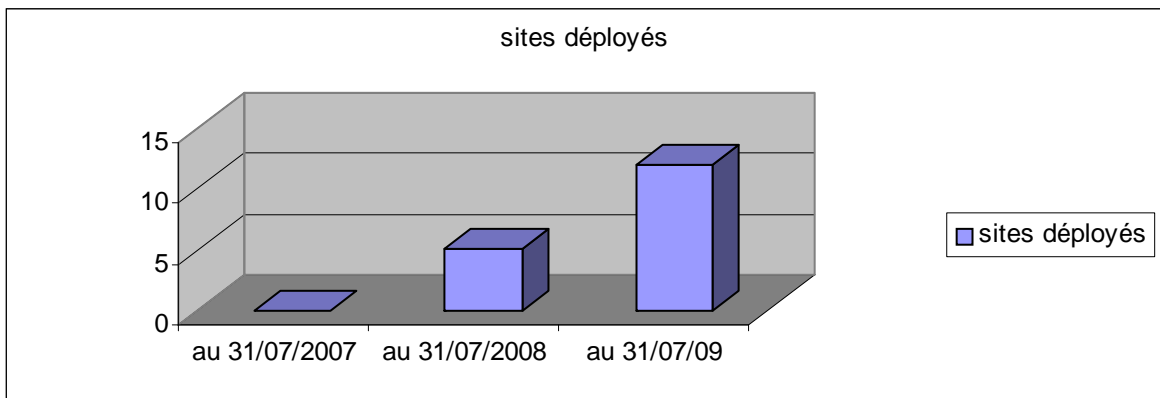
La gestion des subventions n'est pas considérée comme une priorité des académies en dehors de la gestion des bourses (versées en grande partie sous forme de subvention aux EPLE) ce qui est un choix cohérent avec les résultats du CHD : le taux de rejets est faible et le processus bien maîtrisé. La gestion dans CHORUS est néanmoins à l'origine d'un déplacement des risques et la bonne utilisation du formulaire « demande de subvention » va requérir une vigilance particulière. Des actions sont à engager en 2010 sur ce processus.





### Processus gestion du forfait d'externat

Un nouveau référentiel a été diffusé en 2009. La diffusion doit encore être relancée.



## SUR LE PLAN QUALITATIF

### LA DEMARCHE EST DE MIEUX EN MIEUX INTEGREE A LA VIE DES SERVICES

#### **Le CIC est mieux perçu et ses apports potentiels sont reconnus :**

Par rapport à une situation de départ où le CIC apparaissait comme une contrainte extérieure sans apport réel en termes de maîtrise des risques, l'évolution est assez notable, ainsi qu'en témoignent les observations des responsables académiques.

Par exemple :

*« la nécessité de mettre en place le CIC est désormais comprise et acceptée par tous. L'élaboration de fiches de procédure s'automatise. » Nancy-Metz*

*« l'appropriation du CIC par les services a permis de mieux appréhender la notion de risques encourus sur les différents processus. La recherche et l'analyse d'indicateurs chiffrés pertinents mesurés avant et après la mise en place d'une action de maîtrise ont permis de rendre plus « crédible » la mise en place et la pérennité du CIC ». Créteil*  
*« de manière générale, plus d'outils et de traçabilité des contrôles effectués. Une plus forte implication des référents techniques (chefs de division) dans les contrôles de supervision » Corse.*

**De nombreuses académies organisent de manière régulière et suivie des réunions de travail par processus ;** celles-ci se tiennent généralement suivant un rythme au moins trimestriel.

**De nombreuses académies intègrent le CIC dans les fiches de postes/ évaluations/ objectifs des agents.**

En revanche le CIC apparaît encore rarement dans les autres documents de référence tels par exemple les projets de service, les rectorats considérant que le CIC n'est pas un objectif en soi et n'a pas, à ce titre, à être identifié dans ce type de documents.

**Suite aux alertes sur le CHD 2007, de nombreuses académies ont organisé un suivi continu des erreurs/anomalies au fil de l'eau.** Assez souvent, ces outils sont le support d'un dialogue permanent avec les services du comptable et des rencontres régulières sont organisées. Il existe à ce égard une attente en matière de normalisation de la liste des PJ à produire au comptable. L'absence de règle précise est l'une des sources d'anomalies les plus fréquentes.

Source : enquête qualitative juillet 2009 auprès des référents CIC en académies

### LES FONDEMENTS D'UNE DEMARCHE PLUS SYSTEMATIQUE ET HOMOGENE ONT ETE POSES

**Le système d'information ministériel dans son ensemble, en pleine rénovation dans le contexte du déploiement de CHORUS, est conçu pour permettre un contrôle interne efficace :**

*« La mise en place de dispositifs de contrôle interne repose en grande partie sur le contrôle de l'informatique. C'est un point de passage obligé. En effet, dans la plupart des grandes et moyennes entreprises, la quasi totalité des procédures repose aujourd'hui sur des traitements informatiques, des serveurs, des bases de données... La mise en place de différents dispositifs de contrôle interne efficaces se fait et se fera de plus en plus à l'aide de systèmes d'information conçus à cet effet. Toutes les applications informatiques existantes doivent en tenir compte et le cas échéant doivent être revues pour prendre en compte des règles de contrôle interne et pour, éventuellement, corriger d'éventuelles fragilités des dispositifs de contrôle interne en place » AFAI « Contrôle interne et système d'information »*

Le ministère de l'éducation nationale a conçu le nouveau système d'information financière déployé autour et parallèlement à CHORUS pour garantir les contrôles et les sécurités répondant aux standards d'aujourd'hui.

Présentation du système d'information financière : cf annexe III

**Des applications ministérielles conçues pour garantir les contrôles et les sécurités :**

Un cahier des charges ministériel a été rédigé pour définir les grands principes que chaque application doit mettre en œuvre. Il s'applique d'emblée pour les applications nouvelles (« déplacements temporaires », ANAGRAM) et selon une logique de trajectoire pour des applications plus anciennes de type AGLAE par exemple.

Des applications qui structurent la manière de travailler et déterminent les modalités des échanges entre les partenaires :

**L'exemple de l'application « Déplacements Temporaires »**

Source : Audit réalisé par la société CSC pour le compte de la DGFIP et de l'AIFE

Objectifs de l'audit :

« Le présent audit vise à vérifier que :

-le dispositif de gestion des déplacements temporaires, tel que construit autour de l'application Ulysse DT satisfait aux exigences de contrôle interne et assure la fiabilité des écritures budgétaires et comptables associées dans CHORUS ;

-les applications informatiques concernées sont sécurisées contre toute intrusion non autorisée et par ailleurs prévoient toute disposition pour assurer la continuité de l'exploitation. »

Vision d'ensemble de l'environnement applicatif :

« Le dispositif de déplacements temporaires est constitué d'un ensemble applicatif qui gère un enchaînement de tâches ou d'activités (workflow), depuis l'origine de la demande (ou de la convocation), jusqu'au déclenchement du paiement au bénéficiaire. Ulysse DT qui gère les déplacements courants des agents et autres ayants droit, est situé au centre de cet ensemble comportant en amont IMAG'IN (gestion des examens et concours) et GAIA (gestion des formations) et en aval l'applicatif budgétaire et comptable CHORUS. »

Synthèse de l'audit :

« Les principales forces du dispositif

Le processus de gestion des déplacements temporaires porté par Ulysse DT et CHORUS incorpore dans sa conception de nombreuses exigences de contrôle interne destinées à fiabiliser les informations comptables générées :

- principe général de séparation des tâches entre demandeur et valideur, avec plusieurs niveaux de validation : hiérarchique (2 niveaux), service gestionnaire, comptabilisation et paiement de la dépense dans CHORUS ;
- contrôles bloquants sur la demande : montant excessif, enveloppe non disponible, non conformité avec la politique de voyage ;
- contrôles d'opportunité et d'enveloppe budgétaire formalisés et réalisés par des personnes différentes ;
- demande de paiement soumise à l'existence préalable du demandeur (matricule de l'agent, service de rattachement, code d'imputation ...) ;
- envoi de mail automatique au destinataire suivant dans le workflow (un contrôle supplémentaire contre le risque d'opérations non autorisées) ;
- données permanentes non modifiables dans l'applicatif : matricule, RIB ;
- paramétrage et référentiels sécurisés : seul l'administrateur central dispose des habilitations mises à jour ,
- traçabilité de toutes les opérations du workflow ;
- possibilités étendues de contrôles a posteriori offertes par le module reporting –mais il est nécessaire de planifier et réaliser des contrôles réguliers. »

Les faiblesses à corriger :

« Les faiblesses ci-après concernent des non-conformités par rapport aux contrôles attendus du dispositif :

Contrôles attendus du dispositif	Préconisations
Circuit différencié et normalisé pour la création des missionnés hors MEN	Rédiger un cahier des charges commun à GAIA et IMAG'IN pour la prise en compte des tiers non occasionnels dans Ulysse DT et CHORUS
Le service fait est systématiquement certifié	Faire certifier au missionné son déplacement même lorsqu'il n'engage pas de frais
Les procédures sont rédigées	Rédiger un référentiel de contrôle interne définissant les actions à réaliser par chacun
Tous les types de rejets sont listés et les procédures de traitement existent	Intervenir dans la conception Gaia et Imag'in pour assurer une remontée d'information sur les traitements postérieurs des états de frais dans CHORUS »

## Les points à investiguer

Contrôles attendus du dispositif	Préconisations
Imperméabilité du référentiel tiers depuis un système source considéré fiable (tiers occasionnel)	Etudier de façon approfondie les solutions transitoires et cibles (ONP) d'interface entre la paye, les SIRH et Ulysse DT ; intégrer l'interface du système d'échange ministériel (SEM)
Code d'accès confidentiel pour les agents	Réaliser un audit approfondi des portails académiques du MEN
Imperméabilité du référentiel tiers depuis un système source considéré comme fiable (hors tiers occasionnel)	Rédiger une procédure sur la création et la mise à jour des tiers non occasionnels : lien entre les gestionnaires de déplacement temporaire et la cellule de supervision des tiers
Un contrôle manuel ou automatique des budgets alloués est réalisé a priori pour éviter les cas de rejets prévisibles	Favoriser un contrôle automatique des budgets alloués dans CHORUS et Ulysse DT
Ulysse DT dispose de toutes les informations nécessaires pour alimenter CHORUS	Porter une attention particulière à la conception des cas de test et à leur réalisation (ex : tiers occasionnel ayant plusieurs RIB dans CHORUS ; cas particulier d'imputation budgétaire, cas particulier suite à des changements d'exercice)
Ulysse DT transpose correctement ses référentiels en référentiels CHORUS	
Les traitements de fin de gestion sont correctement pris en compte	
Les formations SI sont complétées par des formations métiers sur les procédures de contrôle hors outil	Traiter conjointement les formations SI et les formations métiers ; profiter du dispositif de formation mis en place pour faire passer les messages de contrôle interne
Des audits périodiques sont prévus	Mettre en place un dispositif d'audit périodique ; vérifier la disponibilité des restitutions nécessaires
Il existe une contractualisation précise avec EOL	Vérifier que les engagements de l'éditeur sont clairement contractualisés »

## L'organisation retenue à l'occasion du déploiement de ce nouveau système d'information intègre également les principes du contrôle interne :

### Les gestionnaires sont spécialisés et formés sur un seul outil (CHORUS ou AMM) :

Conformément aux décisions prises notamment lors du Comité de suivi de la RGPP le 18 juillet dernier, le déploiement de CHORUS s'est accompagné d'une reorganisation de la fonction financière au sein des académies :

-des plates-formes spécialisées ont été constituées ; une plate-forme regroupe au sein du rectorat les acteurs du traitement dans CHORUS des actes pour l'ensemble de l'académie. Ces acteurs sont moins nombreux à intervenir sur le dénouement financier des opérations par rapport au système antérieur reposant sur une gestion intégrée où chaque entité traitait un dossier depuis la réception des demandes, l'instruction, jusqu'au dénouement financier. Cette nouvelle organisation, reposant sur la professionnalisation des acteurs de la fonction financière et leur responsabilisation sur la qualité comptable des actes, facilite la diffusion des

pratiques orientées autour de la qualité comptable alors que la préoccupation d'efficacité fonctionnelle prévalait systématiquement dans le cadre de la gestion intégrée.

-des chartes de gestion organisent les relations entre les plates-formes CHORUS et les « services bénéficiaires ». Dans le cadre de ces chartes, les obligations de chaque entité en matière de contrôle interne sont précisées. La formalisation du rôle de chaque entité en matière de contrôle interne est l'un des apports de ces chartes.

Elles visent aussi à prémunir d'un retour à une organisation privilégiant une logique de fonctions (les acheteurs, les gestionnaires métier, les financiers et comptables) qui se ferait au détriment d'une approche transverse par processus et d'une vision d'ensemble des activités.

## BILAN DE REALISATION DES ACTIONS INSCRITES AU PAM SEPTEMBRE 2008/SEPTEMBRE 2009

n° action	Constats	Actions à mener	Etat de réalisation
1	Loi LRU : certification des comptes des universités passant aux compétences élargies par un commissaire aux comptes Décision COPIL CHOREGIE du 10/07/2008 NEC et rapport de certification : insuffisances dans les comptes des opérateurs et besoin d'un pilotage national	Créer un outil de diagnostic inspiré d'ODICE pour déployer le CIC en universités Mettre à disposition des universités des fiches de procédures types adaptables à leur contexte Intégrer la notion de CIC dans la M9/3	Réalisé cf PAM MESR 90%
2		Intégrer dès la clôture 2008 les premières actions d'anticipation du recensement des dettes et créances réciproques en s'appuyant sur les conclusions de l'audit MAEC	Réalisé cf PAM MESR 90%
3	Animer le réseau des référents CIC en universités	Modalités de mise en œuvre à définir en lien avec les représentants des établissements	Initié mais à intensifier cf PAM MESR 50%
4	Animation du réseau des référents académiques : nécessité d'accompagner l'ancrage des démarches de CIC	Poursuivre les interventions en rectorats sur demande des référents Objectif : répondre à l'ensemble des demandes dans un délai maximum de deux mois	Réalisé ; peu de demandes en 2008/2009 100%
5	Concurrence d'autres projets et fortes évolutions du contexte (CHORUS ...) ; nécessité d'animer le réseau des référents académiques	Prévoir un rendez-vous trimestriel Alimenter le réseau en informations	Réalisé avec réorientation sur le CIC en mode CHORUS lors de la dernière réunion 100%
6	Conception en cours des applications déplacements temporaires, SAXO (action sociale) et ANAGRAM (accidents du travail, accidents maladies et rentes)	Participer à la conception pour embarquer un maximum de contrôles Participer au déploiement pour que celui-ci intègre à toutes les étapes la dimension contrôle interne	Réalisé 80% (logique de trajectoire pour la prise en compte de certaines règles du CIC dans certaines applications)
7	Nécessité de poursuivre les efforts de mutualisation des travaux académiques	Promouvoir l'espace de mutualisation Lancer auprès des référents l'enquête sur l'organisation du CIC	Réalisé mais à renforcer et rationaliser avec

			l'arrivée de nouveaux outils 75%
8	Déploiement en IA partiel	Faciliter le déploiement en IA en organisant un séminaire sur chacun des thèmes suivants : rémunération des enseignants du premier degré, gestion du forfait d'externat	Réalisé 80% (taux de participation différent de 100%)
9	Augmentation du niveau d'exigence : nécessité de lancer une seconde boucle d'amélioration <sup>1</sup>	Les processus à inscrire dans la seconde boucle : gestion des changements de résidence, gestion des marchés (cf CHD) et gestion des subventions	Reporté pour tenir compte de l'arrivée de CHORUS : actuellement en cours 20% Les travaux ont été reorientés vers d'autres processus (gestion des rémunérations dans l'enseignement privé non impactés par CHORUS)
10	Inadaptation du référentiel chômage suite à l'arrivée d'un nouvel outil (INDEM/ GALPE)	Faire le point du déploiement d'INDEM Si déploiement significatif, lancer refonte du référentiel	Réalisé (référentiel et fiches de procédure en phase de test) 90%
11	Multiplication des documents relatifs au recensement des logiciels produits en interne	Rassembler les notes diverses dans un référentiel	En attente précisions sur l'impact de CHORUS sur les opérations de clôture 0%
12	Possibilité de cibler les actions sur la base des résultats du CHD	Saisir chaque rectorat des points problématiques le concernant Construire un dispositif de suivi et d'échange	Réalisé en académies (dans la plupart) mais les impacts sont peu lisibles dans les résultats 2008 50%
13	Absence de structure d'audit compte tenu de la mobilisation de l'IGAENR pour la mise en œuvre de la loi LRU	Dans la phase transitoire, s'appuyer sur le COPIL CHOREGIE	100%
14	Manque d'exhaustivité du recensement des bourses et forfait d'externat en bilan de clôture 2007	Renforcer dans la feuille de route ministérielle Orchidée 2008 la question du recensement des bourses S'assurer en amont que les gestionnaires concernés sont correctement informés des règles de comptabilisation des provisions et charges à payer Proposer à la DGFIP un recensement centralisé sur le forfait d'externat	100% sur le forfait d'externat  Sur les bourses, il reste à couvrir la question de la provision pluriannuelle 50%

## BILAN DE LA MISE EN ŒUVRE DU CIC EN EPLE : LE PROJET ODICE

Le contrôle interne comptable en EPLE a été développé dans un cadre national à partir d'initiatives locales remarquées par l'IGAENR. Les principaux outils ont été finalisés en 2007 :

- le guide d'autodiagnostic ;
- l'outil informatique d'évaluation des risques sur l'ensemble des cycles budgétaires et comptables d'un EPLE : ODICE
- des fiches de procédures couvrant la quasi-totalité des procédures d'une agence comptable ;
- des exemples de plan d'action liant évaluation des risques et actions correctrices.

Un programme de formations a été construit et déployé pour accompagner la prise en mains de l'outil autour de trois cibles principales :

- former les comptables d'EPLE ;
- sensibiliser les cadres des services académiques à la démarche et à l'outil ;
- sensibiliser les chefs d'établissement et les gestionnaires non comptables.

Le bilan de cette opération est globalement positif :

- si l'outil se voit reprocher une certaine technicité qui nécessite de détenir des compétences comptables affirmées, il fait l'objet d'un accueil largement favorable ;
- la plupart des utilisateurs consultés font observer que les formations de sensibilisation des ordonnateurs et des gestionnaires simultanément à celles des comptables , ont créé une culture partagée de la sécurisation des procédures ;
- au sein de certaines agences comptables, où la mise en œuvre du CIC est plus avancée, certaines positions de blocage récurrentes « ordonnateur/ comptable », tant sur la dépense que sur la recette ont pu être levées ;
- plusieurs des comptables font également observer que la mise en œuvre du CIC a été l'occasion d'imposer des procédures aux équipes d'intendance sur la base d'un outil national incontesté.

L'augmentation de la taille des agences comptables accroît le besoin de sécurisation des procédures ; des évolutions de l'outil sont à l'étude pour répondre à cette nouvelle exigence. Des journées d'information sont programmées à la demande des académies, notamment de celles enregistrant des taux de rotation élevés.



## Deuxième partie : LES ENGAGEMENTS DU PAM 2009/ 2011

### ELEMENTS PRIS EN COMPTE POUR L'ACTUALISATION DU PAM

#### La NEC 2008

Observations NEC	Observations du MEN et action à inscrire au PAM
<p>La cartographie des risques montre des taux d'anomalie croissants dans certains processus issus de la démarche de CHD ; un meilleur suivi des anomalies passe par un traitement continu des risques. Les points de faiblesse identifiés doivent faire l'objet de travaux spécifiques par académie, les points de faiblesse variant d'une académie à l'autre</p>	<p>Le bilan du CIC en académies fait apparaître qu'un nombre significatif d'entre elles ont mis en place des actions visant à mieux comprendre et contrôler les anomalies mises en exergue dans le cadre du CHD. Pour autant, les résultats 2008 ne reflètent pas toujours ces efforts notamment sur le processus « achat public ».</p> <p>Action : relancer des démarches plus systématiques d'identification des risques et d'actions de remédiation sur la base des nouveaux processus tels qu'ils se mettent en place avec CHORUS (ex : la création de tiers est sécurisée...) et de l'évolution de la nature des risques en découlant</p>
<p>Les relations ordonnateurs/ comptables ne sont que très rarement articulées autour de principes partenariaux</p>	<p>En 2009, la priorité des échanges TG/académies a été la mise en place de procédures pour la gestion en mode CHORUS suite notamment à la centralisation de la gestion financière en rectorats et à la localisation des comptables assignataires « en face » de ces plates-formes.</p> <p>Des fiches de procédures pour le démarrage de la nouvelle gestion ont fait l'objet d'échanges entre le MEN et la DGFIP avant d'être diffusées dans le réseau.</p> <p>Action : Cette action (procédures nationales) demeure prioritaire pour l'année à venir. Au cours des années suivantes, le MEN s'attachera à affiner les règles et contrôles permettant de reconstruire les pratiques de contrôle allégé partenarial dont les conditions sont remises en question par le déploiement de nouveaux outils (le processus déplacements temporaires constitue à cet égard une priorité)</p>

<p>Les contrôles allégés partenariaux ne se sont pas beaucoup développés en 2008</p>	<p>Les nouveaux outils de gestion, qui embarquent des contrôles de manière plus systématique ouvrent des perspectives que le ministère devra exploiter au cours des prochaines années</p> <p>Action : Reconstruire des référentiels nationaux de contrôle interne permettant de négocier le passage à des contrôles allégés partenariaux localement</p>
<p>L'expérimentation d'un service facturier n'a pas été poursuivie en 2008, s'étant avérée impraticable avec les outils Kheops/ NDL</p>	<p>La priorité 2009 est le déploiement de CHORUS ; le contexte se prête mal à une expérimentation de ce type</p> <p>Action : réexaminer la question du service facturier à l'aune de la qualité comptable des dossiers tels qu'ils seront traités par les plateformes CHORUS et de l'efficacité de la nouvelle organisation de gestion ; suivre les arbitrages interministériels et les évolutions de CHORUS sur ce point</p>
<p>Une diffusion des référentiels seulement amorcée en inspections académiques ; le pilotage depuis le rectorat de la démarche de CIC en IA est à renforcer</p>	<p>Le déploiement du CIC en IA a progressé en 2009 bien que lentement en raison des reorganisations importantes de la fonction financière (regroupement sur des plateformes académiques situées au rectorat).</p> <p>Action : poursuivre la formalisation des nouvelles relations IA/plate forme CHORUS initiée avec la charte de gestion ; renforcer le suivi des travaux de contrôle interne conduits en IA et rectorat pendant la phase d'adaptation aux nouveaux outils</p>
<p>Un lent déploiement du CIC en universités</p>	<p>Cf PAM MESR</p>
<p>L'hétérogénéité du CIC et le manque de diffusion des bonnes pratiques: l'accès à l'intranet de la DAF devrait permettre de mutualiser davantage les bonnes pratiques</p>	<p>Action : poursuivre les actions de mutualisation déjà engagées en associant le réseau des référents contrôle interne et celui des correspondants applicatifs CHORUS/DT/ANAGRAM pour assurer une meilleure intégration des règles du contrôle interne dans les processus de gestion dès l'origine</p>
<p>La refonte du système d'information budgétaire, financière et comptable conçu pour la LOLF avec l'arrivée de CHORUS a mobilisé les effectifs en charge du CIC en 2008 et continuera à le faire en 2009 : le processus de formation à CHORUS sera décisif pour le contrôle interne en 2009</p>	<p>Des actions de formation métier insistant notamment sur la qualité comptable ont été déployées parallèlement aux formations aux nouveaux outils</p> <p>Action : poursuivre les actions de formation et les prolonger par l'animation du réseau des correspondants applicatifs pour outiller les</p>

	actions de CIC (listes de contrôles par exemple) et favoriser la mutualisation des bonnes pratiques
Le ministère ne s'est toujours pas doté d'un comité d'audit	Des audits ont été organisés en 2009 (DT par CSC sur prescription DGFIP par exemple) ; d'autres sont programmés en 2009.  Action : poursuivre le recours à des partenaires extérieurs (MAEC, DGFIP ...) pour conduire les audits sur des sujets prioritaires ; envisager la structuration de la fonction d'audit sur la base d'un cadre interministériel (cf rapport IGF sur la structuration de la politique d'audit interne de l'Etat : « l'activité des services d'audit interne est le plus souvent réglée et encadrée par des textes de niveau législatif »)
Opérateurs	En raison de la répartition des opérateurs des MEN MESR dont la plupart relèvent du périmètre de l'enseignement supérieur ou de la recherche, ce sujet est traité dans le PAM MESR
Recensement des risques : absence d'exhaustivité (une minorité de rectorats n'a pas participé au recensement des litiges ; les litiges inférieurs à 50K€ne sont pas recensés ...) : le provisionnement est probablement sous évalué	Action : En amont de la campagne de recensement, établir une liste des correspondants académiques pour le recensement des litiges ; s'appuyer sur l'évolution des modes de recensement (utilisation de l'outil Orchidée) pour améliorer la qualité du recensement et faire monter en compétence les correspondants désignés
Enseignement privé : -développer les contrôles thématiques a posteriori sur les rémunérations -rédiger une procédure nationale de contrôle interne sur le processus rémunérations -renforcer le rôle du coordonateur paie et harmoniser les contrôles pour l'ensemble des académies -développer les contrôles de supervision des données saisies par les gestionnaires	Action : diffuser le nouveau référentiel et accompagner sa diffusion de préconisations de mises en oeuvre
Bourses sur critères : renforcer le pilotage centralisé du recensement des charges à payer et provisions	En 2008, une cartographie des sites de recensement a été mise en oeuvre permettant de fiabiliser le recensement des charges à payer ; s'agissant de la provision, un recensement statistique e été mis en oeuvre à défaut d'une méthode fiable de provisionnement sur N +2 et N+3  Action : actualiser la cartographie, identifier

	un responsable par académie et former ce responsable afin de s'assurer de l'application homogène du calcul de la provision, renforcer le contrôle sur les données saisies
Forfait d'externat	Recommandations mises en oeuvre

### Rapport sur la certification des comptes de l'Etat pour l'exercice 2008 :

Observations de la Cour	Actions à mettre en œuvre par le MEN
Insuffisante intégration des <b>systèmes d'information</b> , inadaptation des applications actuelles à la tenue de la comptabilité générale, insuffisante auditabilité des comptes dans le cadre du palier ; la trajectoire de déploiement des systèmes qui doivent permettre d'y remédier reste éloignée dans le temps	Le MEN est le premier ministère dont la gestion sera intégralement réalisée dans CHORUS dès le 1 <sup>er</sup> janvier 2010. Accompagner le déploiement du nouvel outil est une priorité du contrôle interne : mise en place de procédures et de référentiels adaptés à la nouvelle gestion
Les dispositifs ministériels de contrôle interne comptable et financier sont encore insuffisamment effectifs et efficaces pour abaisser les risques d'erreurs significatives à un niveau raisonnable et corriger ainsi les faiblesses structurelles de l'environnement informatique  L'insuffisante structuration de la fonction d'audit interne ne permet pas au certificateur de disposer d'une assurance sur la maîtrise des opérations concourant au processus de production des états financiers	Réviser l'ensemble des référentiels de contrôle interne impactés par les changements d'outils (CHORUS et AMM) et mettre à disposition des académies des outils d'analyse des risques et d'aide à la construction de plans académiques de contrôle interne s'appuyant sur les potentialités des outils en termes de restitutions notamment S'appuyer sur les conclusions du rapport IGF sur les pratiques d'audit interne des Etats pour initier la construction d'un dispositif s'appuyant sur des règles interministérielles
Passifs d'intervention : des lacunes demeurent dans les comptes 2008 sur le recensement des bourses	Identifier plus en amont de la campagne un responsable du recensement dans chaque académie et s'assurer de la bonne appréhension de la notion de provision
Incertitudes sur les normes comptables applicables en matière de versements aux EPLE	Contribuer à l'identification de la norme applicable dans le cadre des travaux qui seront pilotés par la DGFIP/ le comité des normes

### Les résultats du contrôle hiérarchisé de la dépense réalisé par les TPG en 2008

Dans le cadre du PAM 2009, à la différence du précédent, les seules données analysées sont celles des rectorats (pour autant, les données des IA ont été diffusées dans le réseau pour prise en compte). Ce choix résulte des éléments de contexte suivants :

-depuis juillet 2009, trois programmes du MEN sont gérés dans CHORUS (140, 141 et 230) et les actes principaux (engagement juridique et demande de paiement) sont traités au sein de la plate-forme CHORUS située au rectorat ;

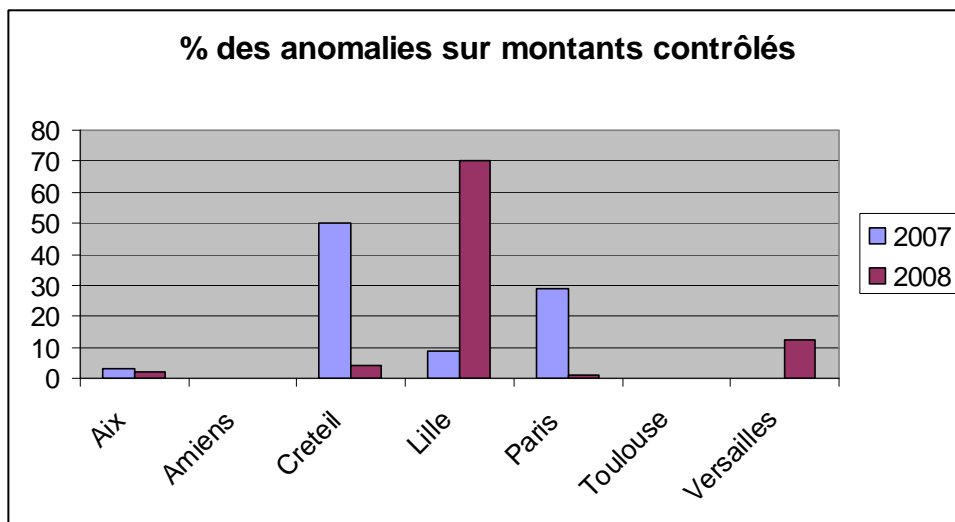
-les causes de rejet telles qu'identifiées en 2008 devraient être en partie réglées avec CHORUS (le schéma de création et de validation des RIB est largement sécurisé) ; il est probable que d'autres difficultés vont apparaître mais il est trop tôt pour les identifier. Certaines causes de rejet peuvent demeurer (ex : insuffisances des PJ dans le cas des marchés par exemple) mais les rectorats sont désormais en grande partie responsables de la transmission de la DP au comptable.

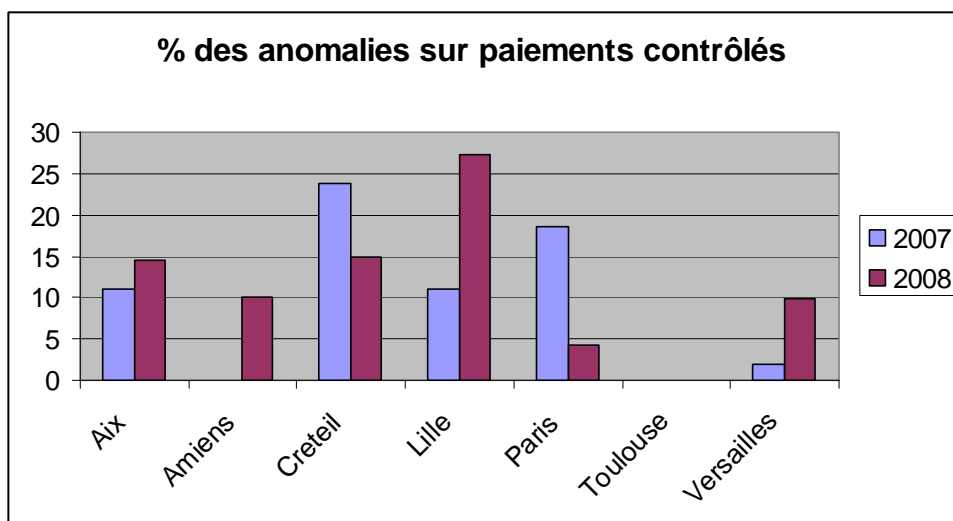
### Processus Baux

Le niveau de contrôle est à peu près équivalent à celui de 2007 : de l'ordre de 24% des paiements émis sont contrôlés mais ces 24% couvrent 76% de la dépense totale. Dans ces conditions, et sachant que le montant total des paiements émis a peu évolué (passant de 23,5 à 24,2M€ entre 2007 et 2008), il ressort une évolution des conditions d'exécution avec des taux de rejet globalement accrus si l'on s'intéresse au nombre des dossiers en anomalie et une plus forte dispersion des sites à problème. En revanche, le fait qu'un site, Paris (38% de la dépense), ait réussi à redresser sa situation contribue à faire passer le taux d'anomalies sur les montants de 19,5 à 6,38%.

En 2007 en effet, le taux de rejet était de 19,5% sur les montants et 6% des paiements (montants ou paiements en anomalie/ paiements ou montants contrôlés). En 2008, ces taux sont passés respectivement à 6,38 % et 7,75% : les dossiers en anomalie sont plus fréquents mais concernent des montants moins élevés.

Ce processus justifie pleinement une approche ciblée par académie telle qu'elle a été retenue par le MEN : sept sites expliquent à eux seuls de l'ordre de 66% des dépenses. Les efforts sont donc à faire dans les sept rectorats en question :





### Processus Commande publique dans le cas de marchés formalisés

Globalement, la situation du ministère est peu favorable s'agissant des achats sur marchés (l'analyse DGFIP sur l'ensemble des ministères fait apparaître le MEN avec un taux d'anomalie de 6% contre 3,45 % sur l'ensemble des ministères avec trois types de problèmes marqués : non respect du code des marchés, insuffisance des pièces justificatives et liquidation erronée). Toutefois, dans le cas des rectorats, on constate une légère amélioration :

- s'agissant des anomalies sur les montants : elles sont passées de 6,79 à 4,73% entre 2007 et 2008 ;

- s'agissant des anomalies sur les paiements : elles sont passées de 5,13 à 4,96% entre 2007 et 2008.

Pour autant, cette légère amélioration globale ne traduit pas une situation correcte dans l'ensemble des académies. Treize académies ont un taux d'anomalies élevé (>5% de paiements en anomalies/paiements contrôlés) et ont été appelées à mettre en place des mesures d'amélioration ; pour sept d'entre elles, le taux dépasse les 10%. Ici encore, des mesures ciblées sont nécessaires parallèlement à une attention sur les conditions d'organisation et les procédures utilisées au démarrage de CHORUS.

### Processus Commande publique dans les autres cas :

Ici, le taux d'anomalies augmente, passant de 8,47 à 5,46 sur les montants mais de 6,24 à 6,64% sur les paiements. La moitié environ des rectorats ont des taux d'anomalies sur paiement supérieurs à 5%. Une part significative de ceux dont la situation était mauvaise en 2007 ont « redressé la barre », mais d'autres rectorats ont vu leur situation se dégrader. Il s'agit clairement d'un processus devant faire l'objet d'une attention et de mesures particulières dès le troisième trimestre de l'année 2009 sur la base des échanges en cours avec les académies concernées. Le référentiel de contrôle interne, mis en œuvre par peu d'académies doit être revu rapidement pour être adapté au contexte CHORUS et les risques tels qu'ils existeront dans le nouveau contexte identifiés rapidement

### Processus transports

Globalement, ce processus est bien géré avec un taux d'anomalie en baisse sur la dépense et en augmentation sur les paiements mais nettement en deçà de 5% .

Si l'on s'intéresse aux anomalies sur paiements contrôlés, on constate une moyenne de 9,22% mais un taux de 65% à Dijon (contre 77% en 2007) qui semble indiquer soit un désaccord avec le comptable sur les modalités de traitement (potentiellement les pièces à joindre) soit une pratique de contrôle spécifique. Il a été demandé aux académies avec des taux anormalement élevés (ces situations sont très ciblées) d'analyser leurs difficultés : outre Dijon, quatre académies ont des taux de l'ordre de 20% ; dans la plupart des rectorats, le taux est faible voire nul .

Il faut noter que ce processus est l'un de ceux qui sera complètement revu avec l'arrivée d'une application métier qui automatise les calculs et a fait l'objet d'un audit par la DGFIP. Il est probable que les risques diminuent et se déplacent dès la mise en service de l'application à la rentrée de septembre 2009.

### Processus interventions

Le processus interventions est globalement bien maîtrisé avec un taux d'anomalies toujours faible (moins de 2%) ; un cas particulier fait actuellement l'objet d'une analyse spécifique au rectorat de Corse (21% de paiements en anomalie).

### LE PLAN D'ACTION

Le plan d'action pour les trois années à venir est orienté autour de deux priorités :

- tirer les conséquences de la mise en place des outils et adapter les mesures de prévention/ maîtrise des risques en fonction des nouvelles caractéristiques du système d'information (ex : création des tiers sécurisée mais remise en question de la liquidation automatique des charges dans le cas des indemnités d'éloignement) ;

- progresser en termes d'exhaustivité et de qualité des dossiers pour la constitution du bilan de clôture ; sur ce point demeurent de nombreuses questions relatives au rôle des nouveaux outils (Chorus/ Orchidée ?) qui pourront supposer au cours des années à venir une adaptation de ce plan d'action.

Période	Pilote	Contributeurs
T4 2009		
Lancer à titre expérimental le recensement et la valorisation au bilan de clôture d'une base de données en application de la méthodologie établie pour les immobilisations immatérielles	DAF DSIBF	DEPP DCM
Recensement des bourses Poursuivre l'action initiée en 2009 afin de parvenir à un recensement en académies de la provision pluriannuelle (calcul statistique en 2008) : -actualiser la cartographie des sites de recensement suite aux réorganisations intervenues en 2009 ;	DAF DSIBF	Académies

-former les responsables académiques et responsabiliser les responsables des plates formes CHORUS; -renforcer le contrôle sur les saisies		
En amont de la campagne 2009, sécuriser le recensement des litiges pas des actions d'identification d'un responsable par académie, de comparaison des recensements réalisés par chaque académie ; poursuivre le travail visant à identifier des séries permettant de couvrir un maximum de risques, y compris ceux se traduisant généralement par des requêtes individuelles n'atteignant pas le seuil de 50 K€	DAF DSIBF	DAJ et Académies
Accompagner la diffusion des nouveaux référentiels (paie des administratifs, paie dans l'enseignement privé et gestion du chômage) par des actions de sensibilisation et une aide à la construction d'un plan d'action	DAF DSIBF	Référents CIC en académies DAF D et C2
Rédiger un référentiel de CIC adapté pour la gestion des déplacements temporaires	DAF DSIBF	Académies, SAAM , DAF A2
Concevoir un support de formation pour SAXO (AMM pour la gestion de l'action sociale) intégrant le CIC	DAF DSIBF et STSI	AMOA SAXO
Indemnités d'éloignement : sécuriser les calculs (qui étaient automatisés dans Kheops) par la diffusion d'une fiche de procédures	DAF C2/ DSIBF	
Elaborer un nouveau support adapté au contexte du nouveau SIFM pour le déploiement en académies d'actions d'information/ formation au CIC	DAF DSIBF	
T1 2010		
Sécuriser la bascule sur SAXO et Imag'in par la diffusion de fiches de contrôle permettant de garantir l'absence de doublons en phase transitoire (coexistence de deux voies de paiement possibles)	DAF DSIBF	MOE MOA des AMM concernées ; académies Prévoir validation DGFIP
Suivre le déploiement en académies des formations aux nouvelles AMM en veillant à la qualité de présentation des modules sur le CIC et la qualité comptable	DAF DSIBF	CAFA et MIFOR
Initier les nouveaux référentiels de CIC sur les processus gérés dans les AMM nouvelles ou transformées : gestion de l'action sociale, gestion des examens et concours, gestion des bourses du secondaire	DAF DSIBF	MOE MOA et académies



et du supérieur (AGLAE et SCONET)		
Mesurer l'impact du changement d'outil (Kheops/ CHORUS) sur le référentiel gestion du forfait d'externat et adapter celui-ci en conséquence	DAF DSIBF	DAF D /académies
Rédiger un nouveau référentiel pour le suivi du parc immobilier dans CHORUS V2RE (le précédent rédigé sur la base de l'utilisation du STGPE est caduc et le ministère manque en 2009 du recul pour identifier précisément les nouveaux risques)	DAF DSIBF	SAAM et académies
T2 2010		
Faire une synthèse des fiches d'identification des risques remontés par les académies et proposer des actions de remédiation adaptées	DAF DSIBF	
Faire le bilan des chartes de gestion et de leur apport en termes de déploiement du CIC en IA/ rectorat ; assurer la mutualisation des meilleures pratiques	DAF DSIBF	
T3 2010		
Mettre en œuvre une boucle d'amélioration sur les référentiels non directement concernés par CHORUS ( gestion des rémunérations) afin d'assurer l'adaptation de ceux-ci aux évolutions du SIRH	DAF DSIBF	DAF C2 /DAF D/ DAF C1/ académies
T4 2010		
Préparer les académies au bilan de clôture 2010 pour permettre l'exploitation des possibilités des nouveaux outils (AMM et CHORUS) -supports de présentation à élaborer -actions d'information/ formation (en fonction des outils et règles proposées par la DGFIP)	DAF DSIBF	Académies, DGFIP et AIFE
Faire une nouvelle synthèse des fiches d'identification des risques remontées par les académies et proposer des actions de remédiation adaptées	DAF DSIBF	Académies
Etablir un bilan du recensement des litiges dans Orchidée et mesurer la possibilité de fixer le nouveau seuil de recensement à un niveau plus faible pour couvrir plus de risques	DAF DSIBF	DAJ et académies
2011		
Réaliser la première boucle d'amélioration sur les référentiels de CIC rédigés suite à la mise en place des nouveaux outils (CHORUS et AMM) en répartissant la charge en fonction des priorités identifiées	DAF DSIBF	Académies

sur le T1 T2 T3 et T4 2011		
Rédiger un référentiel pour la gestion des recettes (dans les nouveaux outils) et accompagner sa diffusion	DAF DSIBF	académies

# ANNEXES

## ANNEXE I

**Processus gestion des rémunérations dans l'enseignement EPP** (processus géré en rectorats uniquement)

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille	OF élaboré, responsable désigné, diffusion assurée	Plan d'action élaboré	Fiches techniques de gestion mises à jour régulièrement ; référentiel de gestion mis à disposition des nouveaux arrivants
Amiens	OF réalisé, responsable désigné ; diffusion intranet académique	Plan d'actions élaboré	Fiches techniques de gestion mises à jour régulièrement ; référentiel de gestion mis à disposition des nouveaux arrivants
Besançon	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Plan d'actions élaboré	Fiches techniques de gestion mises à jour régulièrement ; référentiel de gestion mis à disposition des nouveaux arrivants
Bordeaux	OF réalisé, responsable désigné diffusion assurée	oui	Oui : fiches de procédures et intégration des contrôles à effectuer dans les fiches de travaux hebdomadaires
Caen	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Oui, dans le cadre d'une convention de contrôle partenariale	Oui : paiement de l'indemnité de départ volontaire
Clermont	OF réalisé Responsable désigné	Plan d'actions réalisé sous forme de création de requêtes destinées à comparer les bases « bulletin de salaire » et EPP en	Existant : document global sur la prise en charge financière et le suivi des dossiers ; fiches de procédure sur certains points

		complément des contrôles a priori	sensibles, description des contrôles et de leur fréquence
Corse	OF réalisé, responsable désigné diffusion assurée	Oui et mise en œuvre effective (fiches de contrôle mensuelles permettant d'identifier de nouveaux risques)	Listes des contrôles mensuels ; réglementation ; notice SFT ; guide d'utilisation ASIE
Créteil	OF réalisé pour chacun des 10 services de la DPE ; responsable chargé de l'actualisation désigné	En cours	Fiches de procédures
Dijon	OF élaboré, responsable désigné et diffusion assurée	Plan d'action réalisé	Documents de travail à destination des gestionnaires, contrôle des mandats formalisé et suivi du résultat des contrôles mis en place
Grenoble	OF réalisé, responsable désigné	Plan d'action réalisé, points de contrôle listés	fiches de procédures
Guadeloupe			
Guyane			
Lille	OF réalisé ; responsable désigné ; diffusion prévue après actualisation	Réalisé et en cours de révision ; prévoit notamment une série de contrôles et des fiches de suivi de l'effectivité des contrôles	Fiches de procédures
Limoges	OF réalisé, responsable du suivi désigné, diffusion assurée	Oui, complété en 2009 par des contrôles ciblés sur SFT ; ISOE PF et avantages en nature	Oui ; complément prévu sur SFT
Lyon	En cours d'élaboration	En cours d'élaboration ; mise en œuvre prévue pour le T4 2009 ; il prévoit notamment des listes de contrôles obligatoires et la formalisation des circuits liés à la constatation des erreurs paie	Existant : fiches de procédures Programmé : systématisation des fiches de procédures

Martinique			
Montpellier	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Plan d'action réalisé	Fiches de procédures établies
Nancy Metz			
Nantes	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	Oui, notamment listes de contrôle EPP et requêtes internes	Fiches de procédures et de saisie informatique ; guide paie et guide de gestion
Nice			
Orléans Tours	Non ; responsable désigné	En cours (cible rentrée 2009)	non
Paris	OF en cours (programmé en t4 2008) ; responsable désigné	Plan d'action en cours	
Poitiers	OF réalisé ; responsable du suivi désigné diffusion assurée	Plan d'action en cours ; analyse des risques réalisée	Synthèse des fiches de procédure des différents bureaux en cours
Reims	OF réalisé ; responsable actualisation désigné ; diffusion réalisée	En cours	initié
Rennes	OF réalisé ; responsable actualisation désigné ; diffusion réalisée	Plan d'action réalisé ; analyse structurée des risques	Fiches de procédures sur les points à risques ; listes de contrôle
Réunion	OF réalisé ; responsable actualisation désigné ; diffusion réalisée	En cours	Guide de procédure
Rouen	OF réalisé responsable du suivi désigné	Plan d'action en cours	Existant : fiches de procédures et fascicule ; des documents d'aide à la gestion des rémunérations et des indemnités existent depuis la mise en place du module paye informatisé et sont actualisés
Strasbourg	OF réalisé Responsable suivi désigné	Plan d'action non réalisé	Quelques fiches de procédure

Toulouse	OF réalisé à actualiser	Non réalisé	Pas de documentation spécifiquement associée au CIC
Versailles	OF établi et diffusé	Plan d'action réalisé ; mise en œuvre effective (à retravailler lors de la fusion des deux divisions des personnels en septembre 2009)	Fiches de procédures

### Processus gestion des bourses

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille IA 13	OF réalisé	Plan de contrôle mis en oeuvre	Existant : référentiel, fiche sur l'utilisation de Sconet, cahier de contrôles
Amiens IA 02	OF réalisé ; pas de responsable désigné, diffusion papier assurée	<b>Sur les 3 IA</b> Plan d'action en phase de révision suite passage à CHORUS	Fiches de procédures réalisées
IA60	OF réalisé ; responsable actualisation désigné ; diffusion papier assurée		
IA 80	Of réalisé, resp. désigné diffusion assurée		
Besançon			
Bordeaux			
Caen (IA de la Manche, service mutualisateur)	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Non : réorganisation récente ; analyse des risques réalisée	Oui : recueil réglementaire ; mode d'emploi BALI
Clermont	Démarche initiée en 2008 et mise en œuvre dans le cadre de la nouvelle organisation 2009		
Corse du sud	OF réalisé ; responsable actualisation désigné ; diffusion assurée	Programmé en T4 2009	
Corse Haute Corse	OF réalisé ;	Programmé en T4	

	responsable actualisation désigné ; diffusion assurée	2009	
Corse rectorat bourses du sup	OF réalisé ; responsable désigné ; diffusion assurée	Oui	En attente des modalités de gestion en CHORUS V4
Créteil	OF réalisé ; responsable désigné ; diffusion assurée	En cours (fin prévue en T3 2009)	non
Dijon	A revoir suite CHORUS	Travaux à relancer suite déploiement de CHORUS	A revoir suite bascule dans CHORUS
Grenoble IA 38 centralise la gestion des bourses	OF en cours	Plan d'action en cours	
Guadeloupe			
Guyane			
Lille	OF réalisé ; responsable désigné ; diffusion assurée	réalisé	Fiches de procédures
Limoges			
Lyon	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	A réaliser suite mutualisation des bourses au sein de l'IA du Rhône	Réalisé ; à mettre à jour pour la campagne 2010 2011 suite à la codification des textes et nouvelles instructions ministérielles du 20 juillet 2009
Martinique			
Montpellier			
Nancy Metz	OF réalisé ; responsable du suivi désigné ; diffusion électronique et serveur du service	Oui Se traduit notamment par des réunions hebdomadaires pour évoquer les dossiers problématiques pendant la campagne de bourses	Fiches de procédures sur le volet métier et la saisie dans Kheops ; memento permettant d'harmoniser les pratiques professionnelles Programmé : documents de pilotage financier pour aider à analyse et prévision des dépenses ; unifier les docs d'échanges d'infos fin. Avec les EPLE (état de

			provision et de liquidation de la bourse), contrôles par sondages sur les opérations de liquidations financières
Nantes IA 44	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	oui	Fiche de procédure pour l'étude des dossiers, la gestion comptable et le guide des applications métier
Nice			
Orléans Tours			
Paris	OF réalisé	Analyse des risques et plan d'action en cours	
Poitiers	OF réalisé	Non	
Reims			
Rennes (4 IA concernées)	OF réalisé, responsables suivi désignés	Oui (audit et plan d'action)	oui
Réunion	OF réalisé ; responsable désigné et diffusion assurée	Plan d'action élaboré	Guide de procédure
Rouen IA de l'Eure	OF réalisé (à actualiser suite reorganisation)	oui	oui
Strasbourg	OF réalisé	Plan d'action réalisé	Fiches de contrôle réalisées et mises en œuvre Vade mecum
Toulouse			
Versailles	OF réalisé et diffusé	Plan d'action réalisé ; à revoir suite mutualisation de la gestion des bourses	

### Processus gestion des déplacements temporaires

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille			
Amiens IA 02	OF réalisé, responsable désigné	Plan d'actions initié	
IA 60	OF réalisé, responsable désigné,	Plan d'action non réalisé	



IA 80	diffusion papier réalisée  OF réalisée ; responsable désigné ; diffusion non réalisée	Plan d'action non réalisé  Travaux stoppés en raison de l'arrivée de DT	} fiches de procédures et plan de contrôles aléatoires
Rectorat	OF réalisé, responsable désigné, diffusion papier réalisée	Réalisé (audit de contrôle dans le cadre de la convention de contrôle partenarial en janvier 2009 : résultats très satisfaisants)	
Besançon	OF réalisé, responsable désigné diffusion assurée	réalisé	Procédure de supervision
Bordeaux	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Oui (contrôles mensuels et contrôles inopinés)	Oui : listes des points de contrôle (personnels itinérants et autres personnels)à
Caen			
Clermont	OF réalisé, responsable du suivi désigné, diffusion assurée	Plan d'actions réalisé	Fiches de procédure réalisées
Corse	OF réalisé, responsable désigné, diffusion assurée	Oui (à refaire avec DT), mise en œuvre effective (échantillonnages et dispositif de veille pour identifier les nouveaux risques)	oui
Créteil	OF réalisé, responsable désigné, diffusion réalisée	Plan d'actions réalisé, ciblé sur la mise en place de contrôles systématiques et sur l'homogénéisation des méthodes	Oui : formulaires mis en ligne sur l'intranet du rectorat
Dijon	OF réalisé en rectorat et IA	Plan d'action réalisé en rectorat et IA	Documents à l'attention des gestionnaires réalisés, contrôle des mandats formalisés et suivi du résultat

			des contrôles mis en place
Grenoble	OF réalisé ; responsable du suivi désigné Diffusion assurée	Plan d'actions réalisé ; points d'attention : tableaux de contrôle de second niveau	Existant : fiches « élaboration d'un bon de transport » « saisie dans Kheops d'un état de frais »...
Grenoble IA 38	OF diffusé et réalisé	Plan d'actions en cours	
Guadeloupe			
Guyane			
Lille			
Limoges	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	Analyse des risques	Fiches de procédure, logigramme
Lyon	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	Oui : plan de contrôles	Guide à l'attention des gestionnaires
Lyon IA du Rhône	OF réalisé, pas de responsable ; diffusion assurée	En cours	Chaine de contrôle des frais de déplacement
Martinique			
Montpellier	OF réalisé, responsable actualisation désigné, diffusion assurée	Oui , listes de contrôles	Fiche de procédure et fiche de contrôle
Nancy Metz	OF réalisé, responsable d'actualisation désigné, diffusion assurée	Oui Mis en œuvre essentiellement par contrôle sur pièces à partir de listes établies avant pré mandatement	Fiches de procédures
Nancy Metz IA55	OF réalisé, responsable d'actualisation désigné, diffusion papier	Oui (services partagés)	Non ; programmé pour l'arrivée de nouvelles applications
Nantes	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	Non, analyse des risques faite ; contrôles systématiques et tracés	Fiche de procédure
Nantes IA 49	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	oui	Fiches de procédure
Nantes IA 53	Of réalisé,	Non ; réflexion sur	

	responsable suivi désigné, diffusion assurée	les risques engagée	
Nantes IA 72	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	non	non
Nice			
Orléans Tours	OF réalisé, responsable désigné diffusion réalisée	Plan d'action réalisé	
Paris	OF réalisé responsable actualisation désigné et diffusion programmée	Plan d'action réalisé ; fiches de contrôle par type de déplacement	Fiches de procédures par type de déplacement
Poitiers	OF réalisé, responsable du suivi désigné ; diffusion assurée	Plan d'action réalisé Contrôles ciblés prioritaires : autocontrôle trimestriel	Existant : fiches de procédures, guide de vérification des mandats
Reims	OF réalisé ; responsable désigné, diffusion assurée	réalisé	Diverses actions de documentation
Rennes	OF réalisé ; responsables désignés	oui	oui
Réunion	OF réalisé ; responsable désigné, diffusion assurée	En cours, prévoit notamment auto contrôles et contrôles de supervision	Fiches de procédure
Rouen IA de l'Eure	OF réalisé	Non formalisé	Non formalisé
Strasbourg	OF réalisé responsable suivi désigné ; diffusion réalisée	Plan d'actions réalisé	Fiches de procédure réalisées et diffusées
Toulouse	OF réalisé responsable suivi désigné diffusion assurée	Plan d'actions partiellement réalisé	Fiches de procédures mises à disposition des gestionnaires
Versailles	Of réalisé	Plan d'actions réalisé (à revoir suite reorganisation de la gestion et arrivée de DT)	

**Processus gestion des rémunérations dans AGAPE (personnels enseignants du premier degré public)**

	Organigramme	Analyse des risques	Actions de
--	--------------	---------------------	------------

	fonctionnel	et plan d'action	documentation réalisées
Aix Marseille	OF réalisé, responsable désigné	Plan d'action réalisé (listes de contrôle essentiellement)	Notes de procédure mises à disposition par un serveur de gestion électronique de documents ; des dossiers de documentation réunissant l'essentiel de la réglementation et des questions/réponses sont à disposition des gestionnaires
Amiens	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Plan d'action réalisé	Fiches techniques de gestion pour les nouveaux arrivants
Besançon IA du Doubs	OF réalisé, référent désigné, diffusion à venir	oui	oui
Besançon IA du Jura	OF réalisé, responsable identifié, diffusion à venir	oui	Oui (24 fiches avec en priorité les indemnités présentant un risque majeur
Besançon IA Haute Saône	OF réalisé, responsable identifié diffusion assurée	Non ; plan de contrôle des indemnités prévu pour 2010	non
Besançon territ de Belfort	OF réalisé, responsable identifié diffusion assurée	non	Oui : fiche de procédure
Bordeaux			
Caen IA 14	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	oui	Oui : fiches de procédures et contrôles a posteriori
Caen IA Manche	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Non mais plan de contrôles a priori et a posteriori	Oui ; fiches de procédures : prise en charge des stagiaires, ineat, mesures catégorielles...
Caen IA 61	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Oui, plan des opérations de contrôle	Oui : prise en charge des assistants étrangers et intervenants extérieurs, gestion des congés de formation indemnisés ...

Clermont /Puy de Dôme	OF réalisé, responsable désigné OF diffusé	Plan d'actions en cours prévoyant notamment un échéancier des contrôles réalisés	Fiches de contrôle et de procédures
Clermont / Haute Loire	OF réalisé, responsable désigné, OF diffusé	Plan d'actions en cours, un plan des opérations de contrôle sera mise en œuvre en septembre 2009	Fiches de procédure : réglementaires, listes des contrôles et informatiques
Clermont / Cantal	OF réalisé , responsable désigné, OF diffusé	Plan d'actions en cours	En cours d'élaboration
Clermont/ Allier	OF réalisé , responsable désigné, OF diffusé	Plan d'actions en cours	Existant : fiche NBI et fiche ISSR
Corse/ Corse du sud	OF réalisé et responsable actualisation/suivi désigné	Programmé en T4 2009	
Corse Haute Corse	OF réalisé et responsable actualisation/suivi désigné	Programmé en T4 2009	
Créteil	OF réalisé ; responsable désigné ; diffusion assurée	En cours ; fin prévue en T3 2009	
Dijon			
Grenoble (rectorat +5 IA)	OF réalisé ; responsable désigné ; diffusion assurée	oui	Fiches de procédures, calendriers de contrôle et document académique de synthèse
Guadeloupe			
Guyane			
Lille			
Limoges	OF réalisé pour une IA ; finalisation prévue en sept09 pour les autres, responsable identifié et diffusion assurée	oui	oui
Lyon	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	En cours : échéancier de contrôles ciblés	Fiches de procédures en place depuis l'informatisation de la paie et regroupées dans un classeur unique disponible pour chaque

			gestionnaire
Martinique			
Montpellier	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	oui	Fiches de procédures et fiche de contrôles
Nancy Metz			
Nantes IA 53	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	Non mais pour chaque étape, le type de contrôle à réaliser et la fréquence sont prévus et intégrés à l'OF	Modèle de fiche à l'étude
Nantes IA 72	Non (organisation et organigramme sont modifiés en septembre 2009)	Analyse des risques ; pas de plan d'action	Fiches de procédure
Nice			
Orléans Tours			
Paris	OF réalisé responsable suivi désigné diffusion non réalisée	Plan d'action en cours	
Poitiers			
Reims			
Rennes			
Réunion	OF réalisé et responsable désigné ; diffusion à l'encadrement	En cours (essentiellement ciblé sur les contrôles des régimes indemnitaires)	Fiches techniques (ex IDPE, IRL, congés bonifiés) et état récapitulatif des indemnités 1 <sup>er</sup> degré et conditions d'ouverture des droits
Rouen IA de l'Eure	OF réalisé	En cours	En cours
Rouen IA 76	OF réalisé Responsable désigné Diffusion réalisée	Analyse des risques réalisée	Référentiel réalisé ; fiches de procédure existantes : prise en charge financière des ineat, réintégration après congés parental, SFT ...
Strasbourg	OF réalisé responsable suivi désigné diffusion réalisée	Plan d'actions réalisé	Fiches de procédure diffusées
Toulouse			
Versailles IA 78	Responsable élaboration identifié	Pas de plan d'action stricto sensu mais des contrôles par extraction BO et	Fiches de procédure

		AGAPE	
--	--	-------	--

**Processus gestion des rémunérations dans AGORA (ATOSS et ITRF à gestion déconcentrée)**

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille			
Amiens	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Plan d'action réalisé	Fiches techniques de gestion pour les nouveaux arrivants ; programmé : formation des nouveaux sur la sécurisation de la paye des intervenants extérieurs
Besançon	OF réalisé, responsable désigné, diffusion assurée	Oui (contrôles mensuels avant et après retour paie)	20 fiches de procédures existent ; complément prévu sur les régimes indemnitaires
Bordeaux	OF réalisé, responsable désigné diffusion assurée	oui	Oui : fiches de procédures et intégration des contrôles à effectuer dans les fiches de travaux hebdomadaires
Caen	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Non (en attente nouveau référentiel ministériel)	Fiches de procédure CET, requêtes NBI de septembre ...
Clermont	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	En cours : prévu pour T4 2009	Existant : procédure NBI et liste des contrôles a priori et a posteriori
Corse	OF réalisé ; responsable actualisation désigné, diffusion assurée	Oui et mise en œuvre effective (fiches de contrôle mensuelles pour identifier de nouveaux risques)	Oui : listes de contrôles mensuels ; réglementation, notice SFT
Créteil	OF réalisé ; diffusion assurée Pas de responsable identifié	En cours : fin prévue en T3 2009	
Dijon			
Grenoble	OF réalisé	Plan d'action en cours	Fiches de procédures
Guadeloupe			

Guyane			
Lille	OF réalisé et responsable désigné ; diffusion après validation en septembre	Elaboré en cours de validation	
Limoges	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Oui, complété en 2009 par de nouveaux contrôles ciblés : droits au SFT ; NBI ATOSS et avantages en nature	oui
Lyon			
Martinique			
Montpellier	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	oui	Fiches de procédure et contrôles
Nancy Metz			
Nantes	OF réalisé, responsable désigné ; non diffusé	Oui : grille d'identification des risques, plan d'actions et identification des contrôles et de leur périodicité	Fiches de procédures : prise en charge, indemnité exceptionnelle, contrôles paie
Nice			
Orléans Tours	Non réalisé ; responsable désigné	En cours cible septembre 2009	
Paris	OF en cours	Plan d'action en cours	
Poitiers	OF réalisé ; responsable désigné et diffusion assurée	Plan d'action en cours	Recueil des fiches de procédures existantes réalisé pour synthèse
Reims	OF réalisé ; responsable désigné, diffusion assurée	réalisé	actions de documentation initiées
Rennes	Groupes de travail constitués		
Réunion	OF en cours cible septembre 2009	En cours, cible septembre 2009	Guide de procédure en cours d'élaboration
Rouen			
Strasbourg			
Toulouse			
Versailles	OF en cours	Analyse réalisée, plan d'action à formaliser	

## Processus gestion des changements de résidence



	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille			
Amiens			
Besançon	OF réalisé ; responsable désigné et diffusion assurée	oui	Oui (infos nécessaires aux contrôles, contrôles de 1 <sup>er</sup> et 2 <sup>nd</sup> niveau ...) ; logigramme
Bordeaux			
Caen	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée		Oui : textes de référence, règles d'attribution de l'ouverture des droits, FCR outre mer, liquidation et mandatement des droits
Clermont	OF réalisé, responsable du suivi désigné et diffusion réalisée	Plan d'actions réalisé	
Corse	OF réalisé, responsable désigné, diffusion assurée	Oui (à refaire avec DT), mise en œuvre effective (échantillonnages et dispositif de veille pour identifier les nouveaux risques)	oui
Créteil Rectorat + IA 77, IA 93, IA 94	OF réalisé ; responsable désigné ; diffusion assurée	En cours	Les formulaires utilisés dans le cadre de la gestion des frais de changement de résidence ont été actualisés, complétés, homogénéisés et seront prochainement en ligne sur l'intranet du rectorat
Dijon	OF réalisé	Diagnostic réalisé	Documentation gestionnaire en partenariat avec rectorat de Besançon
Grenoble	OF réalisé, responsable désigné	Plan d'action réalisé	Fiches de procédures réalisées
Guadeloupe			
Guyane			
Lille			
Limoges			

Lyon			
Martinique			
Montpellier	OF réalisé ; responsable actualisation désigné, OF diffusé	oui	Fiche de procédure et fiche de contrôle
Nancy Metz			
Nantes	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	Non, analyse des risques faite ; contrôles systématiques et tracés	Fiche de procédure
Nice			
Orléans Tours	OF réalisé, responsable actualisation désigné, OF diffusé	Plan d'action réalisé	
Paris	OF réalisé	Analyse des risques et plan d'action réalisés	Fiche de procédure réalisée
Poitiers			
Reims			
Rennes	OF réalisé Responsable actualisation désigné OF diffusé	Plan d'action réalisé et mis en oeuvre	Convention de contrôle partenarial signée
Rennes IA29 et 56	OF réalisé Responsable actualisation désigné OF diffusé	Plan d'action réalisé et mis en oeuvre	Fiches de procédures
Réunion	OF réalisé responsable désigné diffusion assurée	En cours (les actions de contrôle sont déjà mises en oeuvre)	Fiches de procédure
Rouen			
Strasbourg			
Toulouse	OF réalisé ; responsable actualisation désigné et diffusion assurée	Plan d'action partiellement réalisé	Fiches de procédures mises à disposition de tous les gestionnaires : accès internet à toute l'actualité du domaine et à des expertises de cas
Versailles	OF réalisé responsable désigné diffusion assurée	Plan d'action réalisé	Pas de documentation ciblée CIC

## Processus gestion de l'action sociale

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille			
Amiens			
Besançon			
Bordeaux			
Caen IA 14	OF réalisé et responsable identifié	oui	oui
Clermont			
Corse			
Créteil			
Dijon	OF réalisé	Diagnostic réalisé	
Grenoble			
Guadeloupe			
Guyane			
Lille			
Limoges	Réalisé, responsable suivi désigné ; diffusion assurée	Analyse des risques	Fiches de procédures, logigramme
Lyon			
Martinique			
Montpellier	OF réalisé, responsable suivi désigné	Plan d'action non réalisé	
Nancy Metz	OF réalisé ; responsable du suivi/ actualisation désigné et diffusion papier	Non formalisé : 2 gestionnaires fonctionnant sur la base de contrôles réciproques	Fiches de procédures
Nantes			
Nice			
Orléans Tours			
Paris	OF réalisé	Tableau des risques réalisé	Fiches de procédures réalisées
Poitiers			
Reims			
Rennes			
Réunion			
Rouen	OF réalisé responsable désigné diffusion assurée	Oui et mise en place effective des contrôles prévus	Fiche de procédure pour chaque type de prestations
Strasbourg			
Toulouse			
Versailles	Travaux interrompus dans l'attente de l'arrivée de SAXO		

## Processus gestion du chômage

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille			
Amiens			
Besançon	OF réalisé et diffusé	Plan d'action réalisé et mis à jour	Oui mais à mettre à jour suite au déploiement de GALPE
Bordeaux			
Caen	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	non	Plusieurs fiches existent ; à actualiser suite déploiement de Galpe
Clermont	OF réalisé, responsable du suivi désigné diffusion assurée	oui	Documentation réalisée
Corse			
Créteil	OF réalisé ; responsable désigné ; diffusion assurée	Plan d'actions élaboré	Fiches de procédures : dossier d'allocataire, attestation d'employeur, ouverture des droits au chômage ...
Dijon	OF réalisé	Diagnostic réalisé	
Grenoble	OF réalisé, responsable du suivi désigné et diffusion assurée	Plan d'action réalisé Point d'attention : tableaux de contrôle de second niveau	Fiches de procédures
Guadeloupe			
Guyane			
Lille	OF réalisé ; responsable désigné ; diffusion assurée	Réalisé	Livret de procédures incluant tous les points de contrôle et de supervision ; recueil des consignes
Limoges			
Lyon			
Martinique			
Montpellier	OF réalisé Responsable du suivi désigné Diffusion à l'initiative du chef de bureau	Plan d'actions réalisé	Guide des procédures
Nancy Metz	OF réalisé ; responsable du suivi/	Non formalisé : 2 gestionnaires	Fiches de procédures

	actualisation désigné et diffusion papier	fonctionnant sur la base de contrôles réciproques	
Nantes	En cours de finalisation, responsable désigné	Plan d'action oui ; plan de contrôle est mis en œuvre ; traçabilité des contrôles via archivage est effective (sauf autocontrôles)	Fiches de procédure et « valise de ressources »
Nice			
Orléans Tours	OF réalisé ; responsable actualisation désigné et diffusion assurée	Plan d'action réalisé	
Paris			
Poitiers			
Reims			
Rennes	OF réalisé	Quantification des risques	Rédaction d'un référentiel engagée en décembre 2008
Réunion	OF réalisé ; pas de responsable désigné ; diffusion assurée	Réalisé à actualiser	Guide des procédures
Rouen	OF réalisé ; responsable actualisation désigné et diffusion réalisée	Plan d'action non réalisé ; grille de diagnostic réalisée Un tableau des rejets TG a été mis en place ; tous les contrôles effectués sont notés dans le dossier et un planning des contrôles aléatoires est à l'étude	Fiche de procédure de paiement de l'allocation d'aide au retour à l'emploi et fiche de procédure d'ouverture des droits
Strasbourg	Responsable identifié		Fiches de procédures et fiches de contrôle
Toulouse	OF réalisé ; responsable du suivi désigné diffusion réalisée	Plan d'action réalisé en contexte APE à refaire suite arrivée GALPE	Fiches de procédures
Versailles	OF réalisé et diffusé	Plan d'action établi et mise en œuvre effective	Fiches de procédures

### Processus gestion des examens et concours

	Organigramme	Analyse des risques	Actions de
--	--------------	---------------------	------------

	fonctionnel	et plan d'action	documentation réalisées
Aix Marseille	OF réalisé, responsable désigné diffusion assurée	Plan d'action en cours remis en question suite évolution des outils	
Amiens	Programmé en T4 2009		
Besançon			
Bordeaux	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	Plan de contrôle seulement (volet gestion des déplacements seulement)	Oui à actualiser compte tenu de nouvelles applications
Caen			
Clermont	OF réalisé, responsable désigné, diffusion assurée	Plan d'actions réalisé ; priorité sur fiches de contrôle de suivi des mandats	Plusieurs fiches de procédure diffusées
Corse			
Créteil			
Dijon			
Grenoble	OF réalisé, responsable désigné et mise en ligne sur support DEX	Réalisé	Vade mecum des procédures financières ; fiches de procédures métier
Guadeloupe			
Guyane			
Lille			
Limoges			
Lyon	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	Plan d'action réalisé	Existant : instructions pour la liquidation des frais de déplacement Programmé : fiche de procédure, d'auto-contrôle pour les gestionnaires et de contrôle pour les chefs de bureau
Martinique			
Montpellier	OF réalisé ; responsable du suivi désigné, diffusion à l'initiative du chef de bureau	Plan d'action réalisé	Guide des procédures
Nancy Metz			
Nantes	OF réalisé et responsable désigné ; pas de diffusion	Pas de plan d'action formalisé mais une analyse des risques et	Fiches de procédures : création de créanciers,

		des actions inscrites dans les fiches de procédures	traitement des indemnités de jurys, des surveillances, indemnités chefs de centre...
Nice			
Orléans Tours	OF en cours ; désignation responsable en cours	Plan d'action en cours (audit et groupe de travail existant)	
Paris			
Poitiers	OF réalisés et responsables désigné	A réaliser	
Reims	OF réalisé ; responsable désigné, diffusion assurée	Plan d'action réalisé	Diverses actions de documentation
Rennes	OF réalisé référent désigné	Plan d'action réalisé	
Réunion	OF non réalisé ; responsable désigné	non	non
Rouen			
Strasbourg			
Toulouse			
Versailles			

### Processus gestion des marchés

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille	Travaux programmés		
Amiens			
Besançon			
Bordeaux			
Caen			
Clermont			
Corse			
Créteil			
Dijon			
Grenoble	initié	initié	initié
Guadeloupe			
Guyane			
Lille			
Limoges			
Lyon	OF réalisé ; responsable non désigné, diffusion non réalisée	Plan d'actions en cours	Existant : fiches de documentation
Martinique			

Montpellier			
Nancy Metz			
Nantes	non	non	Modes opératoires normalisés par type d'activité et par rubrique ; toute la chaîne de la dépense fait l'objet de fiches qui ont vocation à être regroupées dans un classeur
Nice			
Orléans Tours	OF en cours ; responsable désignation en cours	Plan d'action en cours ;	
Paris	OF réalisé	Plan d'action réalisé	Diffusion de la réglementation procédure marchés publics aux services prescripteurs
Poitiers			
Reims			
Rennes			
Réunion			
Rouen			
Strasbourg			
Toulouse			
Versailles			

### Processus gestion du parc immobilier

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille			
Amiens			
Besançon			
Bordeaux	OF réalisé, responsable désigné, diffusion assurée	oui	Non pas de docs spécifiques
Caen			
Clermont			
Corse			
Créteil			
Dijon			
Grenoble			
Guadeloupe			
Guyane			
Lille	OF réalisé ;	Réalisé ; à actualiser	Fiches de procédure



	responsable désigné ; diffusion assurée	suite passage sur RE FX	
Limoges			
Lyon	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	Oui et actualisé suite à déploiement de CHORUS RE FX ; de nouvelles évolutions sont nécessaires pour tenir compte des nouvelles modalités de gestion avec CHORUS	Guide dématérialisé organisé autour des 3 phases : entrée/ gestion/ sortie du parc immo
Martinique			
Montpellier			
Nancy Metz			
Nantes			
Nice			
Orléans Tours			
Paris (enseignement supérieur)	OF en cours	Plan d'action non réalisé	Programmé : dispositif de contrôle et fiches de procédure
Poitiers			
Reims			
Rennes			
Réunion			
Rouen IA de l'Eure	OF réalisé (à revoir suite V2RE)		
Strasbourg			
Toulouse			
Versailles	OF réalisé ; responsable désigné	Non réalisé	Pas de documentation dédiée au CIC

### Processus gestion des subventions

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille			
Amiens			
Besançon			
Bordeaux			
Caen			
Clermont			
Corse			
Créteil			
Dijon			
Grenoble			

Guadeloupe			
Guyane			
Lille			
Limoges			
Lyon			
Martinique			
Montpellier			
Nancy Metz			
Nantes	non	non	Modes opératoires normalisés par type d'activité et par rubrique ; toute la chaîne de la dépense fait l'objet de fiches de procédure qui ont vocation à être regroupées dans un classeur
Nice			
Orléans Tours			
Paris			
Poitiers			
Reims			
Rennes			
Réunion			
Rouen			
Strasbourg			
Toulouse			
Versailles	OF réalisé responsable actualisation désigné diffusion assurée	Processus modélisé	Pas de documentation fléchée CIC

### Processus gestion du forfait d'externat

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille			
Amiens	OF réalisé, responsable désigné, diffusion assurée	Non mais analyse des risques réalisée dans chaque IA en vue de l'élaboration du plan en sept 09	non
Besançon Territ. de Belfort	OF réalisé, responsable désigné et diffusion assurée	non	Oui : fiche de procédure
Bordeaux			
Caen	OF réalisé,	non	Oui, fiches 2007

	responsable désigné et diffusion assurée		remises à jour
Clermont			
Corse du sud	OF réalisé ; responsable suivi désigné, diffusion assurée	Non programmé en T4 2009	
Haute Corse	OF réalisé ; responsable suivi désigné ; diffusion assurée	Non programmé en T4 2009	
Créteil	Non	Travaux initiés	
Dijon			
Grenoble			
Guadeloupe			
Guyane			
Lille			
Limoges			
Lyon IA de la Loire	non	non	Fiches de procédure en cours d'élaboration
Martinique			
Montpellier			
Nancy Metz IA des Vosges	OF élaboré, responsable d'actualisation désigné OF diffusé	Plan d'action élaboré	Pas encore
Nantes IA 53	Of réalisé, responsable suivi désigné, diffusion assurée	non	non
Nice			
Orléans Tours			
Paris	OF réalisé	Plan d'action en cours	
Poitiers			
Reims			
Rennes	OF réalisé ; référent désigné	Plan d'action réalisé	
Réunion			
Rouen IA de l'Eure	A formaliser (réorganisation prévue en septembre 2009)	A formaliser	A formaliser
Strasbourg			
Toulouse			
Versailles			

### Gestion des rémunérations des enseignants du privé

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Aix Marseille			
Amiens			
Besançon			
Bordeaux			
Caen			
Clermont			
Corse			
Créteil			
Dijon			
Grenoble	OF en cours de finalisation, responsable désigné	oui	Oui ; réunion de bilan de la démarche récente en octobre avant finalisation d'un document de synthèse
Guadeloupe			
Guyane			
Lille			
Limoges			
Lyon			
Martinique			
Montpellier			
Nancy Metz			
Nantes			
Nice			
Orléans Tours			
Paris			
Poitiers			
Reims			
Rennes	Groupe de travail constitué		
Réunion			
Rouen			
Strasbourg			
Toulouse			
Versailles			

### Autres processus

	Organigramme fonctionnel	Analyse des risques et plan d'action	Actions de documentation réalisées
Caen IA 14 Dénouement	OF réalisé, responsable désigné	Plan d'action sur 2 points : délai global	

financier		de paiement et identification des anomalies NDL	
-----------	--	---	--

ANNEXE II

LES RESULTATS DE CHD 2008 EN  
RECTORATS

Processus baux

Rectorat	2007			2008		
	Montants en €	Montants	paiements	Montants en €	Montants	Paiements
	émis en €	anomalies/contrôlés %	anomalies/contrôlés %	émis en €	anomalies/contrôlés %	anomalies/contrôlés %
aix	1 004 116	2,95	11,11	1 119 002	2,31	14,47
amiens	1 605 981	0,00	0,00	1 087 246	0,00	10,00
besançon	234 888	0,00	0,00	194 001	0,01	9,09
bordx	98 147	37,23	40,00	58 329	0,00	0,00
caen	148 672	0,00	0,00	175 029	1,68	1,33
clermont	170 792	0,00	0,00	193 487	0,00	0,00
corse	441 123	36,27	20,00	490 137	12,61	36,36
creteil	1 686 826	50,13	23,08	1 820 938	4,30	15,00
dijon	180 027	19,08	20,00	203 368	0,27	12,50
grenoble	399 010	80,46	42,86	478 571	2,26	3,45
guadel	-			1 394 773	0,15	4,00
guyane	-			329 545	0,00	0,00
lille	1 540 485	9,00	11,11	1 832 763	70,19	27,27
limoges	106 193	0,00	0,00	95 404	6,07	40,00
Lyon	435 034	0,00	0,00	271 983	0,00	0,00
martinique	-			268 874	1,45	2,94
montpel	316 973	0,00	0,00	289 987	0,00	0,00
nancy	335 651	0,22	3,49	371 416	0,00	0,00
nantes	116 427	0,00	0,00	120 858	40,21	66,67
nice	549 452	1,10	5,77	475 016	4,94	4,65
orleans	221 506	0,00	0,00	254 106	0,60	6,67
paris	8 989 265	28,88	18,52	6 854 928	0,82	4,26
poitiers	214 308	0,00	0,00	217 706	0,00	0,00
reims	268 369	0,24	8,33	172 243	0,00	0,00
rennes	418 711	0,00	0,00	389 441	54,65	44,44
réunion	-			791 007	4,92	4,35

rouen	456 955	0,00	5,26	459 929	4,37	8,70
strasb	601 353	0,00	0,00	613 117	0,00	0,00
toulouse	1 229 611	0,00	0,00	1 183 929	0,00	0,00
versailles	1 807 301	0,12	1,89	2 017 892	12,26	9,84
<b>Total</b>	<b>23 577 176</b>	<b>19,48</b>	<b>6,00</b>	<b>24 225 025</b>	<b>6,38</b>	<b>7,75</b>

Rectorat	2007		
	Montants en € émis €	Montants anomalies/contrôlés %	Paiements anomalies/contrôlés %
aix	1 722 906	3,37	1,01
amiens	966 887	5,04	3,35
besançon	163 605	0,00	0,00
bordx	2 547 042	6,00	1,21
caen	604 232	0,04	1,63
clermont	475 609	0,00	0,00
corse	88 943	0,00	0,00
creteil	1 705 378	4,39	7,04
dijon	2 331 897	1,97	4,53
grenoble	2 980 121	21,70	6,04
guadel	-		
guyane	36 811	100,00	100,00
lille	1 666 284	7,94	7,64

#### Commande 1 marchés formalisés

Montants en €	2008	
	Montants anomalies/contrôlés %	Paiements anomalies/contrôlés %
1 279 494	1,46	1,41
907 468	2,07	3,02
158 731	9,70	12,50
4 265 848	3,39	4,19
655 029	3,01	2,11
450 700	2,14	3,03
607 875	0,00	0,00
1 897 315	15,56	16,18
2 026 228	5,11	3,60
2 838 004	6,10	5,46
79 579	0,00	0,00
3 125 352	0,38	0,63
1 864 178	25,04	11,56



limoges	219 534	6,12	2,67	162 211	2,23	10,53
Lyon	674 241	18,06	18,26	408 131	7,15	10,59
martinique	-			1 205 841	1,06	2,49
montpel	2 046 209	4,15	4,36	2 388 615	12,74	2,55
nancy	1 673 080	5,94	6,67	1 317 924	4,40	6,40
nantes	843 108	32,58	10,91	682 567	16,18	12,58
nice	789 848	0,14	3,11	819 648	8,59	5,83
orleans	4 127 157	0,45	3,53	4 432 041	1,11	1,95
paris	4 105 188	2,99	5,14	3 827 046	6,32	7,31
poitiers	790 781	3,86	2,17	2 125 467	0,00	0,00
reims	363 874	6,15	8,59	540 269	7,56	7,88
rennes	4 951 730	10,34	0,72	4 467 866	0,88	0,89
réunion	1 476 164	0,10	5,26	3 768 071	0,86	2,69
rouen	456 319	11,56	22,00	500 930	7,23	5,56
strasb	531 420	4,07	4,80	375 311	0,45	2,94
toulouse	1 637 660	3,60	3,46	1 825 366	3,24	2,49
versailles	4 792 984	9,25	10,40	5 143 446	19,68	16,61
<b>Total</b>	<b>44 769 012</b>	<b>6,79</b>	<b>5,13</b>	<b>54 146 551</b>	<b>6,27</b>	<b>4,96</b>

### Processus / commande nature paiement 2

Rectorat	2007			2008		
	Montants en €	Montants	Paiements	Montants en €	ratios sur montants en %	Ratios sur paiements en %
	émis en €	anomalies/contrôlés en %	anomalies/contrôlés en %	émis en €	anomalies/contrôlés en %	anomalies/contrôlés en %
aix	4 327 762	3,19	4,94	4 088 519	4,33	7,69
amiens	1 905 488	0,00	1,79	1 833 597	0,22	5,26
besançon	2 086 432	3,21	4,96	1 865 988	5,55	9,01
bordx	3 688 342	2,58	6,03	3 345 169	1,34	4,11
caen	2 224 402	9,92	7,03	2 165 226	4,47	4,64

clermont	2 807 932	6,35	5,77	2 680 722	7,19	7,55
corse	800 431	6,74	6,05	831 157	10,29	14,07
creteil	4 039 660	8,58	12,74	3 510 362	2,28	1,01
dijon	2 395 182	1,03	22,73	2 047 797	0,86	2,19
grenoble	2 651 121	14,58	2,99	2 528 673	3,61	1,79
guadel	-			1 932 210	2,83	3,57
guyane	392 134	0,00	0,00	1 669 835	3,79	4,69
lille	6 034 138	11,19	11,30	4 316 547	9,62	16,49
limoges	1 389 966	3,78	3,74	1 351 814	2,73	7,84
Lyon	4 927 097	3,93	7,50	3 891 469	4,97	21,43
martinique	-			2 170 143	15,02	12,12
montpel	4 686 216	19,17	8,28	4 735 934	5,86	6,29
nancy	4 213 441	14,54	3,17	3 739 756	1,54	3,15
nantes	4 354 822	12,45	10,59	3 628 086	1,82	11,67
nice	3 565 957	0,93	3,46	2 392 100	1,93	5,43
orleans	3 103 256	1,07	1,31	2 761 848	4,16	9,94
paris	4 294 198	9,66	12,31	3 553 136	10,93	7,56
poitiers	2 469 298	5,98	2,74	1 936 079	5,94	6,17
reims	2 220 464	21,76	11,06	1 981 824	6,02	12,08
rennes	5 706 127	37,81	19,15	3 765 273	10,64	11,35
réunion	496 931	0,00	0,00	2 718 931	7,79	4,96
rouen	3 312 449	7,46	7,80	3 204 378	11,24	11,02
strasb	5 393 486	4,14	7,38	3 322 720	6,61	6,61
toulouse	6 259 996	0,00	0,29	5 989 000	4,21	3,14
versailles	5 014 292	8,48	7,89	4 497 307	4,56	7,32
<b>Total</b>	<b>94 761 020</b>	<b>8,47</b>	<b>6,24</b>	<b>88 455 600</b>	<b>5,46</b>	<b>6,64</b>

## Processus transports

Rectorat	2007			2008		
	Montants en € émis	Montants anomalies/contrôlés	paiements anomalies/contrôlés	Montants en € émis	Montants anomalies/contrôlés en %	Paiements anomalies/contrôlés en %
aix	2 837 941	0,37	0,27	3 020 288	4,75	6,56
amiens	2 098 904	14,74	2,19	2 301 838	0,00	0,00
besançon	1 790 855	3,46	2,55	1 995 004	1,14	3,98
bordx	3 734 575	1,71	1,33	2 984 029	1,35	1,39
caen	1 865 659	3,87	10,13	1 765 455	1,51	1,30
clermont	2 022 082	53,20	21,67	2 105 051	1,64	1,61
corse	506 301	0,00	0,00	489 107	6,59	27,78
creteil	1 325 414	16,59	8,33	1 011 356	6,39	1,01
dijon	1 948 899	24,99	77,65	2 264 550	19,51	65,52
grenoble	3 387 394	8,68	2,81	3 569 410	2,75	8,59
guadel	-			1 559 850	10,81	9,95
guyane	188 692	22,91	10,00	389 641	#DIV/0!	#DIV/0!
lille	5 044 510	3,28	5,70	4 843 326	6,63	10,71
limoges	1 198 617	1,17	3,07	1 248 870	0,38	0,96
Lyon	2 357 179	80,58	49,02	2 544 335	0,50	17,14
martinique	-			267 912	1,46	3,73
montpel	2 666 322	5,40	5,32	2 725 457	3,91	4,97
nancy	3 089 446	1,31	1,37	3 288 387	4,50	4,40
nantes	3 632 835	2,06	1,98	3 739 375	2,01	1,55
nice	1 727 791	1,39	5,63	1 817 469	1,54	3,82
orleans	3 252 152	1,31	1,18	3 054 452	1,16	2,28
paris	224 808	9,41	0,40	210 438	1,12	0,64
poitiers	2 500 053	0,00	0,00	2 683 109	15,01	22,22
reims	1 924 018	11,77	4,36	1 995 152	1,56	21,30
rennes	3 290 207	16,31	14,22	3 103 174	32,30	20,96
réunion	323 153	0,00	0,00	1 061 657	1,45	1,37

rouen	2 062 472	5,17	4,12	2 085 891	6,09	6,77
strasb	2 056 084	5,58	10,14	1 967 100	19,72	12,00
toulouse	2 981 771	0,38	0,36	2 777 055	0,39	0,06
versailles	826 164	3,82	3,35	847 948	5,79	9,40
<b>total</b>	<b>60 864 298</b>	<b>4,03</b>	<b>2,38</b>	<b>63 716 686</b>	<b>3,62</b>	<b>3,22</b>

### Processus interventions

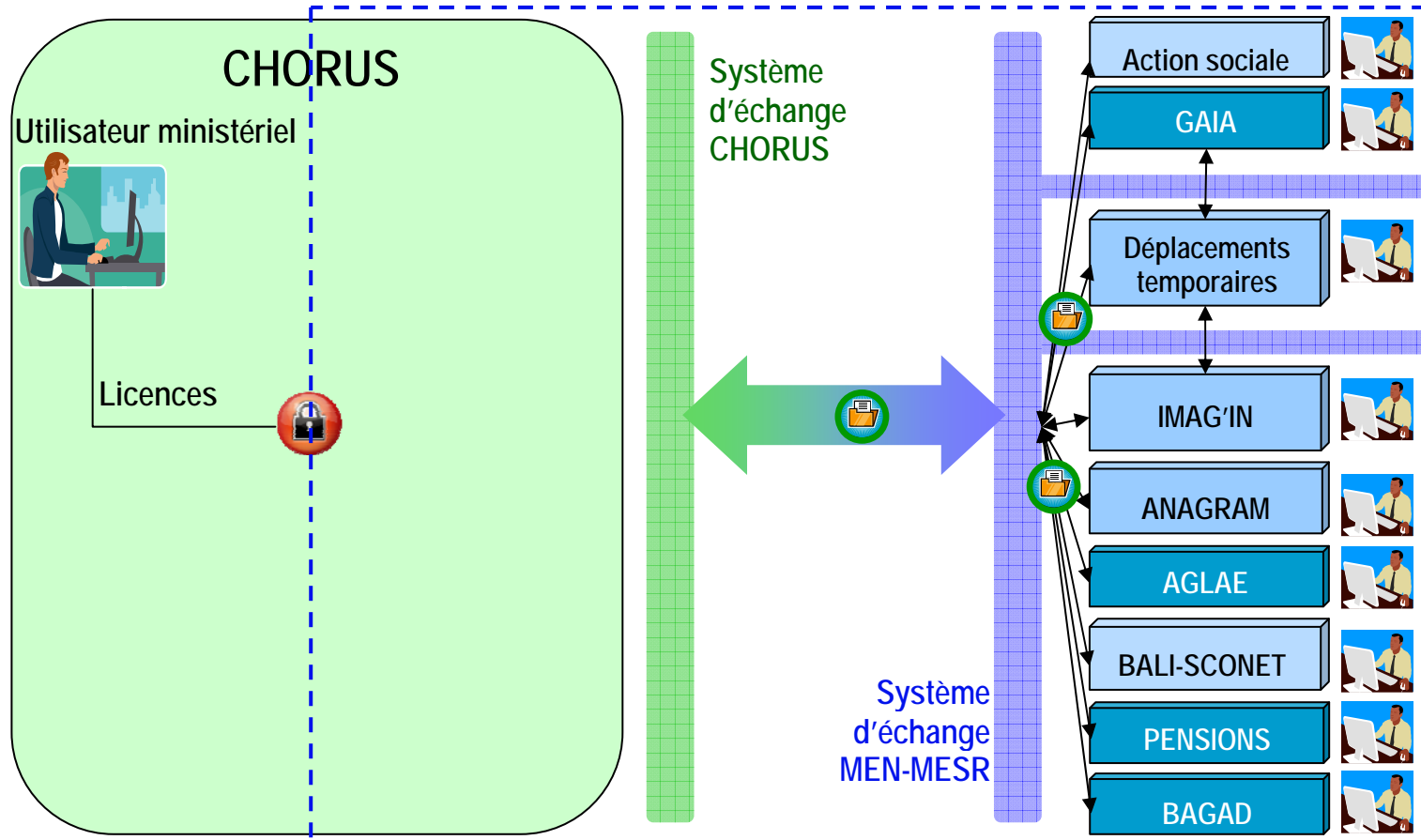
Rectorat	Montants en € émis	Montants		Montants en € émis	Montants	
		anomalies/contrôlés en %	paiements anomalies/contrôlés en %		anomalies/contrôlés en %	paiements anomalies/contrôlés en %
aix	130 775 096	0,02	0,03	60 430 534	0,34	3,91
amiens	77 465 455	0,02	0,44	41 493 392	0,36	0,93
besanç	52 386 097	0,01	0,07	29 443 153	0,06	1,40
bordx	128 853 826	0,72	0,70	49 575 540	13,61	1,51
caen	59 529 124	0,25	2,10	31 480 139	0,03	1,63
clermont	62 567 567	0,00	0,05	31 589 287	0,00	2,41
corse	12 613 075	1,23	1,10	8 359 074	1,84	21,43
creteil	167 442 730	0,03	0,60	138 724 961	0,88	3,56
dijon	64 143 739	0,03	3,76	37 693 705	0,28	1,79
grenoble	103 870 584	1,20	0,36	59 560 908	0,01	0,74
guadel	3 415 058	0,00	0,00	30 893 303	0,02	0,43
guyane	958 552	0,00	0,00	23 840 150	0,02	0,53
lille	223 486 464	5,28	0,84	73 365 405	3,62	2,79
limoges	34 898 523	0,03	1,60	17 135 006	0,00	0,61
Lyon	125 311 397	0,23	3,18	49 401 385	0,20	3,34
martinique	3 401 606	0,01	1,32	25 993 084	0,01	1,54
montpel	122 167 328	0,05	1,46	51 772 108	0,05	2,43

nancy	109 859 273	0,27	2,86	57 702 881	0,06	1,99
nantes	116 843 455	74,02	27,66	56 829 982	0,00	0,00
nice	71 521 371	0,03	4,50	31 416 224	0,03	0,86
orleans	88 293 228	0,02	0,20	47 295 364	0,04	0,79
paris	204 317 077	0,45	1,00	78 131 520	0,97	0,40
poitiers	65 597 177	0,40	0,33	31 414 067	6,77	2,99
reims	66 265 852	33,47	0,53	33 948 754	0,02	4,87
rennes	103 923 203	0,08	1,79	40 900 838	0,00	0,00
réunion	33 525 415	0,00	0,00	43 987 963	0,01	0,38
rouen	74 897 143	2,73	0,79	44 546 221	15,80	2,89
strasb	63 932 849	0,01	1,37	27 698 908	0,05	0,87
toulouse	144 693 920	0,00	0,07	55 301 441	0,00	0,00
versailles	168 554 636	0,15	7,42	102 229 214	6,07	5,42
<b>Total</b>	<b>2 685 510 820</b>	<b>2,90</b>	<b>0,68</b>	<b>1 412 154 511</b>	<b>2,07</b>	<b>1,42</b>

## ANNEXE III LE SIFM

# Les AMM et CHORUS

## Schéma



- Selon les applications, l'envoi de dossiers vers CHORUS s'opère à des stades différents

